HISTORIA
magazine
(25)
Hebdomadaire paraissant le mercredi - nº 218 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LA PREMIERE BOMBE A ALGER

Alger, dimanche 30 septembre 1956. A 18 h., le F.L.N. porte le premier coup de son offensive bombes. Objectif, le cœur de la ville européenne ; Milk-Bar, Cafeteria.

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*

Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21 311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Reynaud.



AU LENDEMAIN DES CONGRÈS

Yves COURRIÈRE

L'ÉTÉ de 1956. Un trimestre essentiel dans cette histoire de la guerre d'Algérie, qui a bientôt deux ans.

Guy Mollet aborde son sixième mois de gouvernement. Non seulement le cabinet a réussi à passer les obstacles que l'opposition a dressés sur son chemin, mais son chef se sent plus fort que jamais. Au congrès socialiste de Lille, où seule une minorité a critiqué la politique algérienne du président du Conseil et a réclamé le cessez-le-feu et l'ouverture de négociations avec les rebelles algériens, Guy Mollet a remporté un vif succès personnel. Son autorité renforcée, il va pouvoir appuyer plus efficacement encore son ami Robert Lacoste, aux prises avec de multiples problèmes. L'Algérie vient de connaître une réforme administrative d'importance : création de douze départements et transformation des communes mixtes en communes de plein exercice. Le statut de 1947 trouve son application...

Mais ces mesures « libérales » ont dressé contre le ministre résidant les ultras et leurs hommes de main. Trois semaines après l'exécution des premiers condamnés à mort F.L.N. et la réaction violente des groupes terroristes de Yacef Saadi, un nouveau drame ensanglante Alger : le 10 août, la première bombe éclate en plein cœur de la Casbah, posée par des contre-terroristes européens.

Robert Lacoste ressasse la motion finale du congrès de son parti : « Le gouvernement doit lutter sur deux fronts en Algérie : contre les rebelles et contre les ultras du colonialisme qui s'opposent à la création d'une Algérie nouvelle. »

Quand on sait que les leaders du F.L.N. de l'intérieur se sont réunis en congrès dans la haute vallée de la Soummam, où ils ont pris des décisions politiques et militaires essentielles ; quand on sait que les ultras fourbissent leurs armes et s'unissent pour réduire à néant les velléités libérales du gouvernement... on se rend compte de la tâche surhumaine qui incombe à Robert Lacoste.

Le ministre résidant est dans l'impasse. Seul un coup d'éclat pourrait l'en sortir.

La nationalisation du canal de Suez, décidée par le nouveau maître de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser – principal allié (et instigateur, aux yeux des Français) de la rébellion algérienne –, va peut-être en fournir le prétexte.

Y. C.

SOMMAIRE N° 218 :



Le Djurdjura, qui culmine à 2 308 mètres, domine la Grande Kabylie. C'est à la limite de la Grande et de la Petite Kabylie que se tiendra, sur le versant gauche de la vallée de la Soummam, un congrès qui sera un tournant historique pour le Front de libération.

Vollhardt

31 JUILLET 1956 : LE RENDEZ-VOUS DE LA SOUMMAM

LES leaders F.L.N. d'Alger et surtout, parmi eux, Abane Ramdane, ont pensé, très tôt, à réunir une vaste assemblée de cadres qui permettrait au F.L.N. d'affirmer sa cohésion, de préciser sa doctrine et de définir concrètement ses structures organisationnelles. A la fin du mois de mars 1956, Saad Dahlab a rencontré en grand secret, dans le Constantinois, le chef de la zone 2, Zighout Youssef, et son adjoint, Ben Tobbal, et il leur a soumis cette idée, qui a été favorablement accueillie. Ben M'Hidi, en mission au Caire à la même époque, a fait part du projet à la « délégation extérieure du ▶

du danger d'employer le mulet, si casanier, pour une mission si délicate

F.L.N. », qui a accepté le principe d'un grand rassemblement clandestin de responsables F.L.N. sur le sol algérien, et qui a même remis à l'envoyé spécial d'Alger, en prévision de cette réunion, un texte politique dit « rapport Khider ».

Ce n'est cependant qu'à la fin du printemps de 1956 que la préparation du congrès entre dans une phase active. Abane et Krim Belkacem envoient des messages à tous les chefs de zone pour leur demander d'envoyer des délégués à une « rencontre préliminaire » dans une forêt de la région montagneuse des Bibans, aux confins de la Kabylie. Abane se rend même sur le terrain, au mois de mai, mais il ne trouve au rendez-vous qu'un représentant de la zone 1 (Aurès-Nemencha), Omar Ben Boulaïd, qui passera un mois en Kabylie. Omar Ben Boulaïd dissimule à son interlocuteur la mort de son frère, Mostefa Ben Boulaïd, tué à la suite de l'explosion d'un poste de radio piégé par les techniciens du 11e « choc ». Il cache soigneusement aussi l'état d'anarchie dans lequel se trouve la zone 1 depuis la mort de son chef prestigieux. Il prétend qu'il a la situation bien en main, qu'il commande personnellement plusieurs compagnies de combattants entre Corneille et Batna et qu'il enverra à la prochaine « réunion plénière » du F.L.N. une dizaine de délégués élus dans les six secteurs territoriaux de la zone.

Chaude alerte

Encouragé par cette promesse, même s'il se doute bien qu'Omar Ben Boulaïd bluffe quelque peu, Abane envoie, en juin, une convocation pressante à Zighout Youssef, qui lui a fait savoir qu'il n'a pas pu se déplacer, le mois précédent, « pour des raisons de sécurité », mais qu'il pourra se rendre en Kabylie, fin juillet, avec plusieurs de ses lieutenants. Abane fixe alors la date du congrès au 31 juillet.

Dans le message qu'il envoie à la « délégation extérieure » du F.L.N. en Égypte, Abane ne précise d'ailleurs pas le lieu du débat qui va s'organiser. Il se contente d'inviter Ahmed Ben Bella et Mohamed Boudiaf à se rendre en Italie, à San Remo. Il explique que là, un petit bateau pourra embarquer clandestinement les envoyés du Caire dans une crique, entre Rome et San Remo, et les mener jusqu'aux rivages algériens, d'où un guide les conduira jusqu'au congrès.

« Abane sous-estime un peu trop les possibilités d'intervention françaises », grogne Khider en recevant ce message. Les faits donneront raison à l'ancien député M.T.L.D. car, en juillet, les voyages des différentes délégations zonales ne seront pas de tout repos. En juin, cependant, la situation est, partout, relativement calme. A Alger, la direction du F.L.N. consacre plusieurs réunions à la mise au point des textes qu'elle va soumettre à la discussion générale.

A la demande d'Abane, Amar Ouzegane rédige de sa petite écriture, à l'encre violette, sur 77 pages d'un cahier d'écolier, un premier projet de « plate-forme politique du F.L.N. ». Le texte, enrichi, à la demande de Mohamed Lebjaoui et de Me Chentouf, d'un passage sur le rôle des femmes algériennes et d'un autre sur l'Algérie et l'Afrique, est examiné, revu et corrigé par le groupe Abane-Ben M'Hidi-Ben Khedda-Dahlab. Krim Belkacem s'intéresse davantage au texte sur l'« organisation militaire de la résistance », qu'Abane rédige de sa main.

Le chef kabyle, lorsqu'il se met en route, avec plusieurs autres responsables, pour gagner la région des Bibans, charge ces documents sur un mulet que le F.L.N. vient de voler à des goumiers. Malheureusement pour lui, son escorte tombe sur des éléments d'une unité française — la

◀ Les abords du village d'Ighbal, à 10 kilomètres d'Akbou, où commence la vallée de la Soummam. Les délégués du F.L.N. y viendront de toute l'Algérie. C'est cette petite maison au pied du vallonnement qu'Abane Ramdane et Larbi Ben M'Hidi ont habitée.

Perdue dans une zone montagneuse, la maison cantonnière d'Igbal conservera pendant vingt jours son secret. Les chefs de l'intérieur pourront tenir leur réunion, préparer toutes leurs résolutions, échappant à toutes les recherches de l'armée française pourtant alertée par l'arrestation d'un « invité ».


Y. Courrière

◀ La maison cantonnière où eut lieu la réunion des rebelles algériens en juillet-août 1956. Elle appartenait à un militant, Saïd Mohamed Amokrane, dit Maklouf. Le balcon n'en est pas achevé.

Y. Courrière

Ouamrane, après l'indépendance de l'Algérie, dans la vallée de la Soummam. Il représenta l'Algérois au « congrès », avec Slimane Dehilès et Ahmed Bougarra.




d'après carte de l'I.G.N.


Y. Courrière

7e D.M.R. — et, au cours de l'accrochage entre les militaires et l'escorte F.L.N., le mulet s'enfuit et regagne directement sa caserne habituelle, à Tazmalt.

Le caïd de la région et les autorités françaises, qui ne se doutaient de rien, sont mis en possession, grâce à cet épisode insolite, des informations les plus précieuses. Ils apprennent qu'une grande conférence F.L.N. va avoir lieu le 31 juillet, savent qui y est invité et de quoi on y discutera. Krim Belkacem, furieux, décrète que « l'usage de mulets et d'ânes pour le transport d'archives est désormais interdit en zone 3 », mais le mal est fait. Il faut faire face aux conséquences de la catastrophe.

Les leaders F.L.N. d'Alger échappent de justesse à une grande opération que la police lance pour tenter de les capturer, trouvent de nouvelles planques et un nouveau lieu de réunion et, de là, lancent, de toute urgence, une nouvelle consigne.

La rencontre prévue est maintenue, mais elle aura lieu à un autre endroit : le versant gauche de la vallée de la Soummam, à la limite de la Grande et de la Petite Kabylie, et plus précisément à Ighbal, à 10 kilomètres d'Akbou, dans la maison forestière appartenant à un militant F.L.N. du village d'Ighzer-Amokrane, Saïd Mohamed Amokrane, dit Maklouf. Les centaines de soldats des « comités de sécurité » qui faisaient route vers les Bibans pour protéger le congrès changent de route et arrivent, au bout de quarante-huit heures de marche, aux abords d'Igbal.

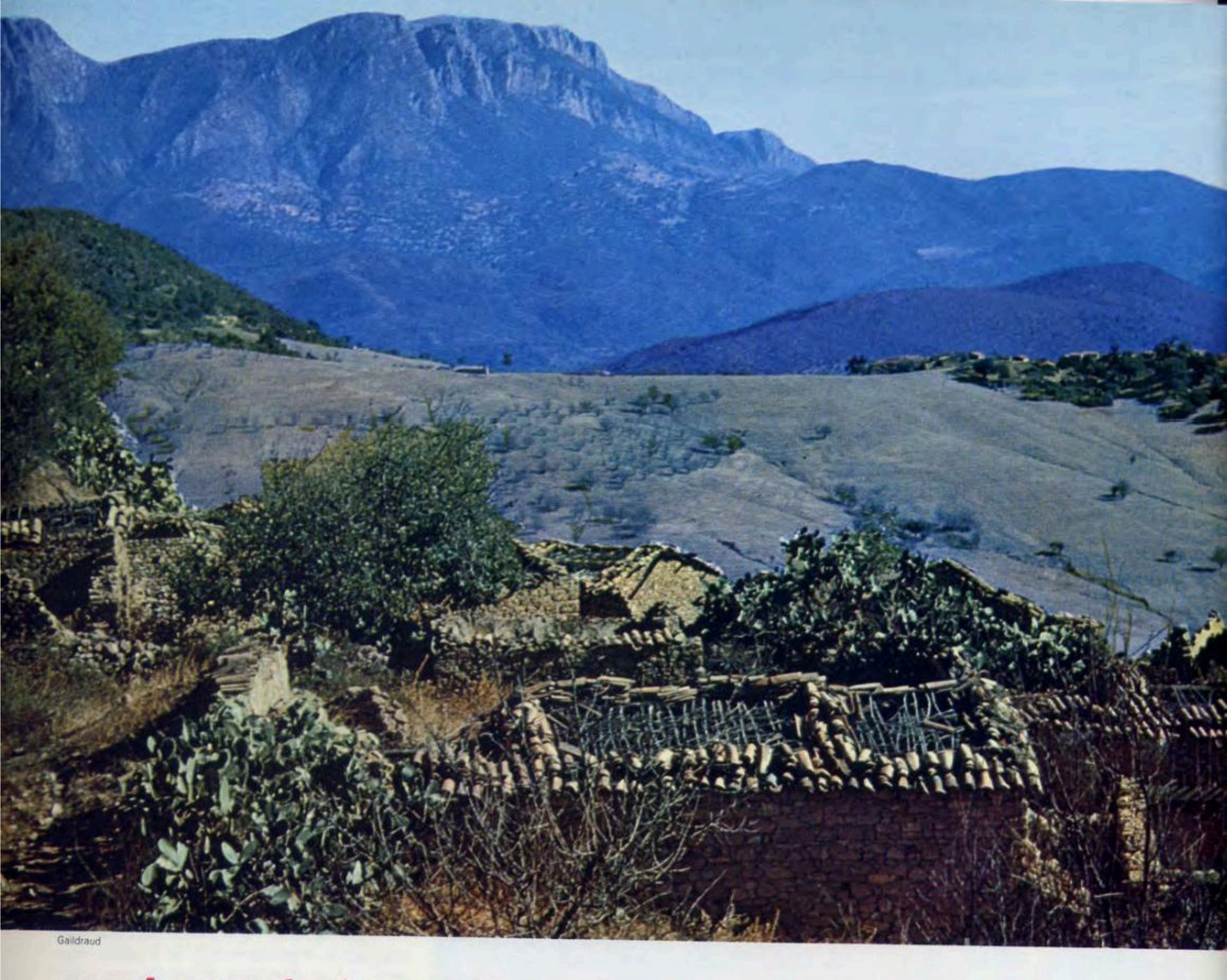
La direction F.L.N. d'Alger doit ensuite prévenir tous les intéressés. La délégation du Constantinois est contactée par un adjoint de Krim Belkacem, le commandant Kaci, et après avoir réussi à échapper aux manœuvres d'encerclement de plusieurs unités françaises, elle fait sa jonction, au début d'août, avec la délégation de Kabylie, conduite par Krim, et avec celle de l'Algérois.

La composition de l'équipe algéroise n'a pas changé. Abane, qui la dirige, a laissé, dans la capitale, Ben Khedda et Dahlab, pour assurer l'intérim du commandement à Alger et il s'est entouré d'Omar Ouamrane et de ses deux adjoints de la zone 4, Slimane Dehiles, dit Si Sadek, et Ahmed Bougarra, dit Si M'hamed. Il a également près de lui Ben M'Hidi, qui représente à la fois la direction F.L.N. d'Alger et la zone 5, car le chef par intérim de l'Oranie, Abdelhafid Boussouf, est en train de se faire opérer des yeux et ne peut effectuer aucun déplacement.

La délégation extérieure escamotée

Si le problème de la représentation de l'Oranie est ainsi résolu tant bien que mal, celui de la représentation de l'Aurès reste entier. Aux dernières nouvelles, en effet, Omar Ben Boulaïd n'a pas pris le départ, et la lettre qu'Abane lui a envoyée avant de quitter Alger pour lui signaler l'importance du déplacement des forces françaises entre Constantine et Batna n'est pas faite pour l'inciter à bouger. Abane, en fait, sait que les responsables de la zone 1 sont les seuls qui aient reçu un assez important approvisionnement d'armes acheminées d'Égypte, *via* la Libye et la Tunisie, et il ne tient pas à ce qu'ils soient présents à une confrontation au cours de laquelle il a bien l'intention de déposséder la « délégation extérieure » F.L.N. de ses pouvoirs.

Sa manœuvre de mise à l'écart de cette « délégation extérieure » s'est d'ailleurs précisée. Alors que les leaders du Caire attendaient, en Italie, l'hypothétique embarquement pour l'Algérie qui leur a été promis, Abane, avant de quitter Alger, leur a envoyé un nouveau message pour leur dire que l'insécurité régnant du fait de l'activité des forces françaises rendait cette opération très difficile, voire impossible, et que les frères feraient mieux de regagner Tripoli, où une escorte pourrait aller les chercher, les faire pénétrer en territoire algérien, et les amener au congrès. « A San Remo, Abane les a laissés en rade.



Gaildraud

premiers contacts, premières dissensions. Abane jugé sévèrement

ironise Dahlab, et maintenant, il les mène en bateau. »

C'est vers la mi-août que les délégations de Kabylie, de l'Algérois et du Constantinois entrent dans le fief d'Amirouche et parviennent aux abords de l'arrondissement Akbou-Sidi-Aïch, au cœur duquel se trouve la maison forestière d'Igbal. Plusieurs unités des troupes françaises du général Olié sont en mouvement dans cette région, ce qui inquiète les chefs F.L.N. A leur demande, le commandant Kaci prend la tête d'une centaine d'hommes pour effectuer une mission périlleuse, bientôt accomplie avec succès : accrocher très légèrement, mais non sans pertes, les détachements français les plus dangereux de manière à les inciter à des opérations de poursuite et à les entraîner vers d'autres secteurs. Le chemin tourmenté et caillouteux qui permet d'atteindre Ighbal, après que l'on a franchi le torrent dégringolant des hautes pentes du Djurdjura, est bientôt considéré comme « totalement dégagé » et les escortes des responsables F.L.N. des zones 4, 3 et 2 (trois cents combattants en armes) l'empruntent successivement, et sans encombre. Tout les « invités » se retrouvent finalement dans le site destiné à devenir « historique ».

Abane et Ben M'Hidi s'installent au bas d'un pré, dans la maison de Bouguermouh. Dans les champs voisins, les soldats des services de sécurité d'Amirouche et de son adjoint, Salah Hocine, prennent position au-dessus d'une source appelée Tala-Inourar. Ils protègent la maison forestière blanc et vert (une grande pièce au rez-de-chaussée et deux pièces au premier étage).

Seize personnages en quête d'un chef

Les leaders sont au nombre de seize, mais ils représentent très inégalement les différentes régions de l'Algérie.

Les Kabyles, très à l'aise sur leur terrain, sont trois : Mohammedi Saïd, Amirouche et Kaci. Krim Belkacem, le quatrième, représente, en même temps que la zone 3, la direction algéroise du F.L.N. Dans la délégation de l'Algérois (Omar Ouamrane, Slimane Dehiles, Ahmed Bougarra) Abane a fait incorporer un quatrième homme, Ali Mellah, dit Si Chérif, qui avait pris le maquis, dès 1947, en Kabylie, et qui, depuis deux ans, a occupé des fonctions de plus en plus importantes. Larbi Ben M'Hidi représente, à lui tout seul, l'Oranie.

Les Constantinois, en revanche, sont venus en force. Ils sont six : Zighout Youssef, chef de la zone 3, et ses adjoints militaires et politiques Ben Tobbal, Ben Aouda, Ali Kafi, Hocine Rouiba et Brahim Mezhoudi. Zighout Youssef et Ben Tobbal avaient rencontré Ben M'Hidi au « congrès des 22 » qui, le 25 juillet 1954, avait préparé l'insurrection, mais ils n'avaient jamais vu Abane ni Krim Belkacem. Cette rencontre donne aux quatre hommes l'occasion de faire connaissance.

Ben Tobbal ne cache pas à ses intimes qu'il éprouve une certaine antipathie pour Abane. Sur le plan personnel, il le trouve trop autoritaire et « envahissant » — sentiment que partage également Amirouche, qui s'en ouvre à Krim Belkacem.



▲ **La vallée de la Soummam. Partie d'Akbou, elle sépare le massif montagneux du Djurdjura de la chaîne des Babors. Le chef-lieu de la Soummam est, en 1956, Sidi-Aïch. La Soummam est un haut lieu de la dissidence. En 1871, sur la place du marché de Seddouk, un petit village, le chef religieux, El-Haddad Mohand Ameziane, prêcha la guerre sainte contre les « roumis ». Il ne réussira cependant pas à entraîner toute la population.**

1



A. Kahia

Abane Ramdane (1) mettra à profit l'absence des chefs historiques vivant à l'étranger pour devenir le chef de « ceux qui se battent ». Krim Belkacem (2), le premier chef de la wilaya 3. Ben M'Hidi (3), qui devint le chef de la wilaya 5. Zighout Youssef (4), qui, après le congrès, eut la responsabilité des wilayas 1 et 2. Dès cette date, le F.L.N. fournira un gros effort d'organisation et de rendement.

2



3



Collection Y. Courrière

4



Collection A. Laclifi

Sur le plan politique, Ben Tobbal reproche à Abane de chercher non pas à dégager, au congrès de la Soummam, un nouveau pouvoir dirigeant F.L.N. très large, mais à faire plébisciter le pouvoir qui fonctionne déjà à Alger.

Zighout Youssef, qui est un homme réfléchi et réservé, refuse de partager les critiques, à ses yeux trop instinctives, de son adjoint envers Abane, mais il le rejoint largement sur le plan politique. Très conscient des conséquences catastrophiques qu'a eues, pour le nationalisme algérien, le « culte de la personnalité » de Messali, il refuse d'admettre qu'Abane puisse devenir un nouveau sauveur suprême, un *zaïm* prépondérant.

Ce qui, finalement est en jeu, à travers des querelles de personnes qui commencent à apparaître, c'est la conception même de la direction de la révolution algérienne. Les seize personnages qui se sont réunis dans la vallée de la Soummam sont en quête d'un chef, mais tous ne se font pas la même idée de ce chef. Pour les uns, la forte personnalité d'Abane doit s'imposer et son *leadership* doit être plus ou moins consacré de manière officielle. Pour les autres, la direction du F.L.N. doit demeurer collégiale. La controverse qui naît ainsi ne va pas tarder à hypothéquer lourdement l'histoire du F.L.N.

Les tensions sont encore légères, mais elles se manifestent lorsque l'assemblée de la Soummam procède, avant d'ouvrir ses travaux, à la vérification des mandats.

Les absents

Abane se fait assez sévèrement critiquer par les Constantinois pour avoir accordé à Omar Ben Boulaïd une confiance illimitée : « Tu sembles très ignorant de ce qui se passe dans l'Aurès, lui dit Ben Tobbal. Nous, nous avons des liaisons, et nous sommes plus au courant. Il semble bien que Mostefa Ben Boulaïd a été tué, que Chihani Bachir s'est fait également descendre, peut-être par son adjoint Adjel Adjoul, et que, depuis ces deux disparitions, des luttes fratricides pour le pouvoir se déroulent là-bas. Omar Ben Boulaïd t'a doublement menti en te dissimulant ce qui est arrivé à son frère et en prétendant qu'il dispose d'une autorité qu'en fait il ne possède pas. Il a fort à faire, sur place, pour se défendre contre ses rivaux, et je suis persuadé qu'il ne viendra pas ici. »

« Attendons quelques jours, nous verrons bien, réplique Abane. Si son absence indique que votre tableau de la situation est exact, il faudra prendre les décisions qui s'imposent. Je suggère que Zighout Youssef soit alors chargé de mener une enquête sur ce qui est arrivé à Mostefa Ben Boulaïd et qu'il prenne en main, assisté d'Amirouche, la zone 1, la zone 2 passant sous le commandement de Ben Tobbal. »

La proposition est acceptée à l'unanimité et elle sera effectivement retenue, à la fin du congrès, après qu'un « constat de carence » aura été dressé contre Omar Ben Boulaïd.

L'absence de porte-parole de la délégation extérieure fait également l'objet d'échanges de vues animés, car Zighout Youssef exprime la crainte de voir, de ce fait — et aussi du fait de l'absence de délégués de la Fédération de France du F.L.N. —, le congrès contesté et ses travaux remis en cause. Krim Belkacem fait remarquer que, tout comme Omar Ben Boulaïd, qui a discuté avec Abane, les leaders du Caire ont discuté avec Ben M'Hidi, dans la capitale égyptienne, des problèmes aujourd'hui à l'ordre du jour, et qu'ils ont, en somme, participé à la phase préliminaire de la conférence.

— Je peux dire que le programme que nous avons préparé et le texte qui m'a été donné au Caire concordent dans leurs grandes lignes, coupe Ben M'Hidi, à telle enseigne que nous avons repris quelques phrases de ce document pour l'insérer dans le nôtre, mais je ne peux pas dire que je sois habilité à représenter Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed.

— La délégation extérieure attend à Tripoli que nous lui fassions signe, que ▶

◀ Un groupe de rebelles (en wilaya 4). Certains portent la casquette Bigeard. La photo a été prise bien après le « congrès de la Soummam », en 1960. C'est à une armée de ce style-là qu'Abane Ramdane tendait, une armée avec uniforme et encadrement.

L'Armée de libération nationale va devenir une force importante au cours du second semestre de 1956. La faiblesse des moyens du commandement militaire français permit cette évolution. 1957, avec l'arrivée massive de renforts, permettra de disperser beaucoup des unités rebelles. ▶

J.-L. Normand

...Mais, finalement, le Kabyle impose la "plate-forme politique de la révolution"

nous lui envoyions une escorte pour l'amener jusqu'ici, révèle alors Abane. Mais en sommes-nous capables, alors que les Français surveillent de plus en plus étroitement les frontières? Je pose la question aux frères de la zone 2.

Ceux-ci répondent par la négative, mais disent que si deux ou trois responsables du Caire pouvaient pénétrer sur le territoire algérien par leurs propres moyens, des convoyeurs de la zone 2 pourraient aller les chercher, les prendre en charge et les conduire à Igbal.

On décide donc d'envoyer de toute urgence à Tripoli un message dans ce sens.

Vingt jours de débats

Les présents, eux, ouvrent, le 20 août, à 8 heures, les travaux du congrès de la Soummam.

Abane est secrétaire de séance. Ben M'Hidi, qui préside, met d'abord à l'ordre du jour l'examen critique du bilan de l'action du F.L.N. depuis le 1er novembre 1954 et expose lui-même ce qui se passe en Oranie.

Zighout Youssef, qui lui succède, brosse un tableau plutôt optimiste de la situation dans le Constantinois, mais pessimiste en ce qui concerne l'Aurès. Ce contraste l'autorise d'ailleurs à demander que le territoire frontalier La Calle-Souk-Ahras, jusque-là attribué à la zone 1, passe sous le contrôle de la zone 2 — ou plus exactement de la wilaya 2, puisque les congressistes décident très vite de reprendre, pour la désignation des territoires, cette terminologie du P.P.A. et du M.T.L.D.

Krim Belkacem et Ouamrane, qui interviennent ensuite, proposent — et font décider — que Sétif devienne une plaque tournante pour les wilayas centrales. La ville de Ferhat Abbas relèvera de la wilaya 3, mais servira de base de repos et de transit pour les combattants des wilayas 1 et 2. Le chef de la Kabylie et le chef de l'Algérois, en revanche, n'ont pas la même opinion sur le projet Abane de faire du grand Alger une « zone autonome » indépendante des wilayas. Krim est pour, Ouamrane est contre, mais il est battu lors du vote qui se déroule à ce sujet.

La discussion sur les dossiers ouverts par les leaders de chaque région d'Algérie dure plusieurs jours. Un des points les plus longuement et les plus passionnément débattus est ce que Ben M'Hidi appelle « les opérations inutilement sanglantes qui, lorsqu'elles se produisent, sont sévèrement jugées par l'opinion et jettent un certain discrédit sur notre révolution ».

Trois cas sont particulièrement cités : le carnage d'El-Halia, au moment des événements du 20 août 1955 dans le Philippevillois, l'exécution de femmes et d'enfants européens à Sakamody, dans l'Algérois, et la liquidation physique — sur l'ordre d'Amirouche — de nombreux

1 Keystone



2 A. Bonin



Amar Ouzegane (1) mit au point les textes qui avaient été rédigés par Mohamed Lebjaoui (2) et Abane Ramdane pour être étudiés et approuvés par les délégués du Front de libération nationale réunis dans la haute vallée de la Soummam. Un absent de marque : Ben Bella (3), et Ben Yahia (4) membre du C.N.R.A.



3 Jeune Afrique



4



Yves-Guy Bergès

habitants du village kabyle d'Ioun-Dagen (région de Bougie), coupables d'avoir obéi aux ordres du féodal local, l'ex-sénateur Ourabah, et d'avoir accepté de constituer une unité de harkis. Zighout Youssef répond à Ben M'Hidi que, lors des événements du 20 août 1955, la disproportion entre l'ampleur des massacres commis (70 victimes du côté européen, des milliers du côté algérien) excuse, dans une certaine mesure, une faute comme celle d'El-Halia.

Ouamrane utilise le même argument — l'exaspération de la population musulmane devant les exactions de l'armée française — pour défendre son subordonné Khodja. Krim Belkacem « couvre » également, devant le congrès, son adjoint Amirouche pour la sanglante expédition d'Ioun-Dagen, bien qu'il ait vivement reproché à son lieutenant — en privé — la férocité de son intervention. Il explique qu'il était nécessaire de « faire un exemple » et de montrer la force implacable du F.L.N., car, sans cela, le rôle d'Ourabah, homme des Français mais aussi leader d'une influente confrérie religieuse, aurait pu devenir dangereux.

C'est finalement Abane qui tire la conclusion du débat en insistant sur la nécessité de donner à l'A.L.N. des structures hiérarchiques très précises, de manière qu'une discipline de fer empêche, à l'avenir, des « bavures » comme celles qui viennent d'être signalées. Ce point de vue est unanimement accepté et l'orateur en profite pour faire adopter son projet d'« organisation militaire de la résistance ».

C'est avec le même succès qu'Abane présente ensuite son projet de « plate-forme politique de la révolution algérienne ». Le texte n'est que légèrement amendé en commission, et il reçoit, avant leur départ, l'aval des trois responsables militaires de l'Algérois — Si Sadek, Si M'hamed et Si Chérif — qui, ayant appris que les forces françaises ont infligé un échec sérieux à leurs troupes, en zone 4, quittent le congrès pour tenter de redresser la situation.

Union nationale

La discussion sur le « projet de plate-forme politique » permet à Abane d'insister fortement sur les principes fondamentaux qui inspirent son programme.

Le premier — primauté du politique sur le militaire — est d'autant plus facilement accepté par les « patrons » des zones que ceux-ci sont des chefs à la fois politiques et militaires, des militants du F.L.N. et des combattants de l'A.L.N., et que, de ce fait, la directive « le parti commande aux fusils » n'est pas pour leur faire peur.

Le second principe — primauté de l'intérieur sur l'extérieur — fait, lui aussi, l'unanimité, car tous les chefs de maquis présents se plaignent de ne pas avoir reçu les armes et les fonds qui devaient être acheminés depuis l'Égypte, et ils applaudissent au réquisitoire de Ben Tobbal contre l'insuffisance de l'aide apportée par l'équipe du Caire. Abane, dans ces conditions, ne rencontre aucune objection lorsqu'il propose de réduire pratiquement le rôle de la délégation extérieure à celui d'une sorte d'ambassade représentant le F.L.N. à l'étranger. Le nouveau pouvoir dirigeant sera celui que créera la résistance algérienne sur le sol national. Lui seul sera habilité à traiter avec la France.

Reste à définir ce pouvoir. Là, deux conceptions s'affrontent. Selon Ouamrane et Zighout Youssef, l'avant-garde des précurseurs du P.P.A., de l'O.S., du C.R.U.A. et des organisateurs de l'insurrection du 1er novembre doit exercer, en permanence, sa suprématie sur ceux qui se sont ralliés plus ou moins tardivement au F.L.N., car, disent-ils, il ne serait ni moral ni politique de mettre sur le même plan les combattants de la première heure et les ouvriers de la onzième. Pour Abane et Ben M'Hidi, au contraire, il faut savoir, non pas oublier, mais dépasser les épisodes révolus, mettre fin aux querelles de légitimité historique qui entretiennent les luttes de clans et donner la priorité absolue aux impératifs d'une union nationale absolument nécessaire face à la redoutable puissance de l'ennemi. Dans cette optique, toutes les forces vives de la résistance et tous les courants politiques valables représentés au sein de la nation algérienne doivent avoir leur place dans le nouveau pouvoir et exprimer les nouvelles convergences qui se réalisent grâce au F.L.N. Après des joutes où l'éloquence de chacun se donne libre cours, les partisans de la seconde thèse gagnent la partie, mais ne parviennent pas à faire entrer dans leurs vues une minorité, notamment constantinoise, qui s'incline par discipline, mais qui reste sur ses positions.

La doctrine de l'« union nationale » permet, à l'heure des décisions, un savant ▶

sortis de la Soummam : un parlement : le C.N.R.A. un exécutif : le C.C.E.

dosage dans la représentation des tendances et dans la désignation des 34 militants (17 titulaires et 17 suppléants) qui vont composer le « Conseil national de la révolution algérienne » (C.N.R.A.), pouvoir législatif et parlementaire devant lequel sera responsable un mini-pouvoir exécutif siégeant à Alger, le « Comité de coordination et d'exécution » (C.C.E.).

La controverse entre les « unitaires » et les « résistantialistes » reprend d'ailleurs quand il s'agit de désigner les cinq membres du C.C.E. Abane, Krim Belkacem et Ben M'Hidi sont élus du premier coup à l'unanimité, mais les trois hommes ont quelque mal à se faire entendre du congrès lorsqu'ils réclament l'entrée au C.C.E. de deux absents avec lesquels ils travaillent déjà étroitement : Ben Youssef Ben Khedda et Saad Dahlab. Ouamrane et quelques autres n'admettent pas facilement, en effet, cette consécration de « dirigeants suprêmes » accordée à deux « centralistes » qui n'étaient pas « dans le coup du 1er novembre »...

« Pourquoi, demandent-ils, ne nomme-t-on pas à leur place Zighout Youssef, qui s'est porté en première ligne dans tous les combats de notre peuple, et, d'autre part, Aïssat Idir, ce qui serait un hommage symbolique rendu à la fois aux victimes de la répression à travers un patriote emprisonné et à la classe ouvrière algérienne à travers un syndicaliste chevronné ? »

Les adieux des "quatre grands"

Cette idée, qui sera mentionnée au procès-verbal, n'est cependant pas retenue, car Zighout Youssef se récuse : « Il est juste, dit-il, que le C.C.E. s'installe dans notre capitale, mais moi, je ne veux quitter ni ma wilaya ni mes hommes. Il n'est donc pas question que je fasse partie de l'état-major d'Alger. »

La cause est entendue. Ben Khedda et Dahlab sont cooptés au C.C.E. par les congressistes. Ceux-ci mettront fin, le 10 septembre, à des débats qui auront duré vingt jours.

Les « quatre grands » qui ont dominé le congrès — Abane, Ben M'Hidi, Krim Belkacem et Zighout Youssef — tiennent, avant de quitter les lieux, une ultime séance de travail.

Ils rédigent, en particulier, un compte rendu du congrès qui sera d'abord envoyé à Berne, chez un correspondant résidant dans le tranquille hôtel des Palmiers, puis, de là, transmis au Caire. H

Jean FINOIS



Collection Y. Courrière

▲ Le Telemly, un quartier résidentiel européen d'Alger. Avec la complicité des libéraux acquis au F.L.N., les membres du C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution) y jouiront bientôt de toute une série de « planques », ce qui leur permettra, jusqu'à l'intervention des paras, en janvier 1957, de se mouvoir en souplesse entre les attentats et les rafles. C'est une villa du Telemly, près de l'immeuble de l'Algéria, au coin du chemin de la Solidarité, qui abrita les premières réunions clandestines. Des Européens, par leur complicité, permirent aux agents de transmission et de liaison du F.L.N. de se « mettre au vert ».





Saad Dahlab et ▶ Krim Belkacem *(à droite)* siégeront au C.C.E., qui est l'exécutif, l'instance suprême de la révolution algérienne, issu du « congrès de la Soummam ». Krim Belkacem, dès cette date, va devenir le véritable chef d'état-major de l'A.L.N. Saad Dahlab se verra confier la propagande, les destinées du journal *El-Moudjahid,* les contacts avec les délégations extérieures du F.L.N. et l'installation de bureaux du Front en Europe. Yazid deviendra, un jour, le chef de la diplomatie. Il gagnera sur le front de l'O.N.U. des appuis étrangers.

"NOTRE" RÉSISTANCE, "LEUR" RÉVOLUTION

PARADOXALEMENT, jamais l'influence française ne se manifeste plus profondément en Algérie qu'au cours du congrès de la Soummam, où se rencontrent, pour la première fois, les principaux responsables de la rébellion. D'abord, parce que les débats se tiennent exclusivement en français. Ensuite, parce que de nombreux congressistes — à commencer par Abane Ramdane, qui est fasciné par le personnage de Jean Moulin — ont présents à l'esprit les souvenirs et les enseignements de la Résistance française.



Avant même que s'ouvre la conférence, Abane dit au chef de la délégation constantinoise, Zighout Youssef : « La plate-forme politique que je vais vous demander d'adopter ressemble à la charte du Conseil national de la Résistance français [...].

» Elle constitue un véritable programme de gouvernement de l'Algérie de demain, un programme qui correspond aux idéaux de la France progressiste. La Résistance française a eu son C.N.R. Nous aurons notre C.N.R.A., notre Conseil national de la révolution algérienne. »

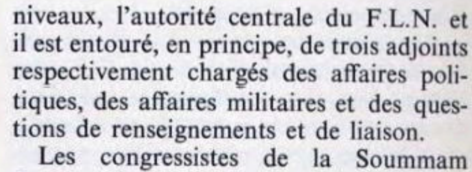
Effectivement, le congrès de la Soummam marque une date dans l'histoire de l'Algérie.

L'O.P.A. et l'A.L.N.

Les contours du F.L.N. étaient restés, jusque-là, assez flous. Le congrès les précise en donnant au Front ses statuts et en mettant l'accent, dans le préambule de ces statuts, sur l' « union sacrée » qui doit se réaliser dans la lutte pour l'indépendance : « Le F.L.N. est l'organisation nationale du peuple algérien dans la guerre d'indépendance... Son objectif fondamental est la liquidation du régime colonial... Réalisateur de l'union des forces vives de la nation, union édifiée sur l'adhésion consciente de tous les Algériens, le F.L.N., pour remplir son rôle historique et atteindre les objectifs de la révolution, doit veiller à la consolidation de cette union. »

Pour réaliser les buts ainsi définis, le congrès décide d'implanter définitivement, sur le territoire algérien, toute une « organisation politico-administrative » (O.P.A.) du F.L.N. selon une division géographique du pays en six wilayas (provinces) : les wilayas 1 (Aurès-Nemencha), 2 (Nord constantinois), 3 (Kabylie), 4 (Algérois) et 5 (Oranie), la wilaya 6 — nouvellement créée — couvrant les territoires du Sud. Les wilayas, supervisées par un organisme également créé au cours du congrès, le « Comité de coordination et d'exécution » (C.C.E.), sont chacune divisées en 6 *mintakas* (zones), elles-mêmes divisées en plusieurs *nahias* (régions), elles-mêmes subdivisées en plusieurs *kasmas* (secteurs).

Dans la hiérarchie de l'O.P.A., le commandement de chacune de ces circonscriptions est assumé par un chef politico-militaire. Celui-ci représente, à tous les niveaux, l'autorité centrale du F.L.N. et il est entouré, en principe, de trois adjoints respectivement chargés des affaires politiques, des affaires militaires et des questions de renseignements et de liaison.



Les congressistes de la Soummam donnent au politique la priorité sur le militaire, mais sachant à quel point, dans une guerre populaire, les deux domaines s'interpénètrent, ils mettent autant de soin à organiser l'A.L.N. (Armée de libération nationale) que l'O.P.A. du F.L.N.

Ils définissent, tout d'abord, les cinq types d'unités de l'A.L.N., qui sont, par importance croissante, le *faoudj* (groupe), composé de 11 membres, dont un sergent et deux caporaux, la *ferga* (section), composée de 35 membres (trois groupes et le chef de section et son adjoint), la *katiba* (compagnie) comprenant 110 hommes (trois sections et cinq cadres) et enfin le *faïlek* (bataillon) de 350 hommes : trois compagnies et vingt cadres (les *faïleks*, trop lourds, dans la guérilla, pour être vraiment opérationnels, ne se manifesteront, en fait, que rarement sur le terrain).

Dans l'A.L.N., pas de général...

Là encore, cette organisation est largement copiée sur celle de l'armée française. Les grades de l'A.L.N., que codifie le congrès de la Soummam, et les grades français sont les mêmes, seuls changent leurs signes distinctifs : le simple soldat *(djoundi)*, tout comme les sous-officiers et les officiers, porte sur son calot une étoile et un croissant rouges; le *djoundi el-ouel* (caporal) porte un V renversé sur le bras droit; l'*el-aarif* (sergent), deux V rouges renversés; l'*el-aarif el-ouel* (sergent-chef), trois V renversés, l'*el-moussaad* (adjudant), un V souligné d'un trait blanc; l'*el-moulazem* (aspirant), une étoile blanche; le *moulazem et-thani* (sous-lieutenant), une étoile rouge; le *dhabet el-aouel* (lieutenant), une étoile rouge et une étoile blanche; le *dhabet et-thani* (capitaine), deux étoiles rouges; le *sagh el-aouel* (commandant), deux étoiles rouges et une blanche, et le *sagh et-thani* (colonel), trois étoiles rouges. Le grade de général n'existe pas dans l'A.L.N.

Plus originale que cette hiérarchie apparaît la distinction que le congrès de la Soummam établit entre les *moudjahidin*, combattants réguliers en uniforme, les ▶

il est même question des " Montagnards " et des " Girondins "...

moussbilin, supplétifs recrutés à titre auxiliaire et temporairement au sein de la population civile, et enfin, les *fidayin*, soldats de commandos chargés de missions spéciales (attentats, sabotages, « exécutions de personnes désignées »).

Aux termes des résolutions du congrès de la Soummam, c'est le C.C.E. qui nomme aux plus hauts grades militaires, sur proposition des « comités de wilaya », mais cet organisme, embryon d'un gouvernement, est lui-même contrôlé par le C.N.R.A., « parlement de la révolution », qui possède le pouvoir de légiférer.

Le C.N.R.A. se réunira à intervalles réguliers, avec pouvoir de se renouveler par élimination d'anciens délégués, morts, indisponibles ou récusés, et par cooptation de nouveaux membres. Le premier C.N.R.A. qui sort des délibérations du congrès de la Soummam est composé de manière qu'une représentation équitable des différents groupes de combattants et de militants donne une image concrète de l'« union nationale » qu'Abane et ses amis souhaitent faire régner au sein du F.L.N.

C.N.R.A. et C.C.E.

Un membre de cet aréopage, Mostefa Ben Boulaïd, est désigné, en quelque sorte, à titre posthume, car le F.L.N. ne veut pas le rayer de la liste de ses dirigeants tant que la commission d'enquête qu'il a constituée n'aura pas apporté la preuve formelle de sa mort. Deux autres, Rabah Bitat et Aïssat Idir, se trouvent en prison et sont nommés à titre symbolique. Le leader étudiant Mohamed Ben Yahia et le leader scout Salah Louanchi représentent la génération montante.

Ceux des élus du C.N.R.A. qui vivent — clandestinement — sur le territoire algérien appartiennent à trois catégories principales : les membres de l'ancienne direction F.L.N. d'Alger (Abane Ramdane, Larbi Ben M'Hidi, Krim Belkacem, Ben Youssef Ben Khedda, Saad Dahlab, Mohamed Lebjaoui); les chefs des wilayas et leurs adjoints (Omar Ouamrane et Slimane Dehiles pour la wilaya 4, Mohammedi Saïd pour la wilaya 3, Zighout Youssef, Lakhdar Ben Tobbal, Mostefa Ben Aouda et Brahim Mezhoudi pour la wilaya 2, Abdelhafid Boussouf et Lotfi pour la wilaya 5, Ali Mellah pour la wilaya 6) et enfin des responsables de l'ancien M.T.L.D. (Abdelmalek Temane, Taïeb Taalbi). Les maquisards des djebels s'étant plaints de la place, un peu excessive à leurs yeux, donnée aux « civils », Ben M'Hidi fait rire l'assistance, à l'heure où le congrès s'amuse, en lançant cette apostrophe : « Vous, les Montagnards, vous ne devez pas écraser les Girondins! »

Une place plus importante encore que celle des « Girondins » est d'autre part réservée, dans ce premier C.N.R.A., aux leaders F.L.N. de l'extérieur, qu'il s'agisse des « chefs historiques » (Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed), d'ex-M.T.L.D. (Lamine Debaghine, Ali Mahsas, Abdelhamid Mehri, M'hamed Yazid) ou d'ex-responsables de l'U.D.M.A. et de l'association des ulémas (Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Toufik El-Madani). Les congressistes ont voulu ainsi réparer un peu le tort qu'ils ont causé aux absents du Caire en amenuisant sensiblement les pouvoirs de la « délégation extérieure du F.L.N. ». C'est pour la même raison, qu'ils ont promu, parmi les dix-sept titulaires du C.N.R.A., des personnages falots comme Toufik El-Madani, alors que d'importants chefs ou chefs adjoints de maquis comme Boussouf — qui succède à Ben M'Hidi à la tête de la wilaya 5 —, Mohammedi Saïd — qui succède à Krim Belkacem à la tête de la wilaya 3 —, Ali Mellah, premier dirigeant de la wilaya 6, ou Slimane Dehiles, important leader de la wilaya 4, ne figurent que parmi les suppléants.

Programme ambitieux

La distinction entre les 17 « suppléants » et les 17 « titulaires » n'a, en réalité, pas grand sens, puisqu'un suppléant, Saad Dahlab, siège à l'instance

Collection Leterrier

◄ Larbi Ben M'Hidi. Un des plus importants chefs du Comité de coordination et d'exécution. Vivant depuis cinq ans dans la clandestinité, il sait protéger remarquablement le secret de ses activités. Il ne sera fait prisonnier que lorsqu'il quittera la Casbah pour habiter le quartier européen. Cette arrestation marquera pratiquement la fin du contrôle du Front de libération sur la Casbah et une diminution sensible du terrorisme urbain.

Tripoli. Une ville ► retenue sur l'itinéraire prévu par Abane pour la « délégation extérieure » du F.L.N. Après les avoir laissés attendre à San Remo, en Italie, Abane leur conseilla de gagner Tripoli. Là, une escorte les conduirait jusqu'en Algérie, où ils pourraient assister au « congrès de la Soummam », Saad Dahlab devait alors déclarer qu'« après les avoir laissés en rade, Abane les menait en bateau »...


Afrique-Photo-F. Tondeur

suprême de la révolution algérienne : le C.C.E.

Les pouvoirs que le congrès donne à cet organisme sont si considérables que ses membres doivent spécialiser très vite leurs activités : Krim Belkacem se charge des liaisons avec les wilayas et de la coordination entre elles, ce qui fait de lui le véritable chef d'état-major de l'A.L.N.; Ben M'Hidi, de la stratégie générale de la résistance et de l'action armée à Alger; Abane, de l'organisation et des finances du F.L.N.; Ben Khedda, de la zone autonome d'Alger (Z.A.A.) et des contacts politiques en Algérie; Saad Dahlab, de la propagande, du journal *El-Moudjahid*, de la liaison avec les éléments F.L.N. à l'étranger et de l'installation de bureaux du F.L.N. en Europe.

Les congressistes de la Soummam autorisent le C.C.E. à s'entourer de commissions techniques pour exercer ses activités dans les perspectives tracées par la « plate-forme politique » adoptée à l'unanimité.

Il faut dire que le programme défini par cette plate-forme est à la fois vaste et ambitieux. Il traite de tous les thèmes qui vont être repris, pendant des années, dans la presse du F.L.N. et dans toutes les enceintes internationales où le F.L.N. peut se faire entendre.

Le document s'ouvre sur un examen de la situation politique en Algérie au début de l'été de 1956, dénonçant la « faillite des anciennes formations politiques ».

Passant au domaine diplomatique, il énonce les conditions du F.L.N. pour un cessez-le-feu (reconnaissance par la France de la souveraineté interne de l'Algérie, de son intégrité territoriale, Sahara compris, et de l'exclusivité du F.L.N. comme représentant du peuple algérien) et pour des « négociations pour la paix ».

La plate-forme indique à quel point les positions du F.L.N. sont loin, en ce domaine, de celles du gouvernement Guy Mollet. La politique de Guy Mollet, explique-t-elle, s'inscrit en effet dans le cadre d'une « stratégie impérialiste française » que l'on peut analyser à la lumière des « leçons des expériences tunisienne et marocaine ». La plate-forme se prononce pour « l'unité du Maghreb », tout en notant que « sans l'indépendance de l'Algérie, celle du Maroc et de la Tunisie est un leurre ». La révolution algérienne, « qui n'est inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington », approuve, est-il affirmé, les principes « tiers-mondistes » de Bandoeng, mais ne sous-estime pas l'action qu'elle doit mener, en France même, auprès de l'opinion.

Le F.L.N., dans cette charte, insiste sur son attitude antiraciste et sur son désir de coopérer, en Algérie, avec les Européens de bonne volonté.

Le dialogue avec les « libéraux d'Algérie » figure d'ailleurs dans les tâches que la « charte de la Soummam » assigne, dans son chapitre « Moyens d'action et de propagande », aux militants du F.L.N. qui devront dorénavant agir auprès des ouvriers, notamment par l'intermédiaire de l'U.G.T.A., des paysans (qui ont droit à une « réforme agraire profonde »), des intellectuels, des membres des professions libérales, des femmes. La révolution algérienne, est-il dit en conclusion, a besoin du concours de tous.

" Un succès qu'il faut faire connaître "

« Ce texte est un texte de gauche, dit Ben Khedda, lorsque le C.C.E., au lendemain du congrès de la Soummam, tient sa première réunion, à Alger, chez le Dr Abdenair Tamzali. En se prononçant pour une transformation radicale, à travers l'indépendance, de l'économie algérienne au profit des travailleurs et des fellahs, notre charte définit des options et des alliances de gauche. C'est pourquoi il faut la faire connaître très vite à ceux qui considèrent encore le F.L.N. comme un mouvement fanatique religieux et réactionnaire. »

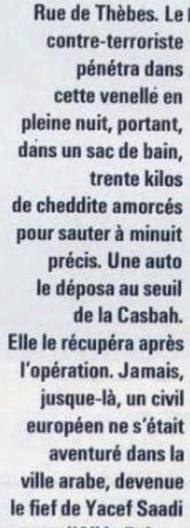
« Il faut aussi, enchaîne Abane, insister sur le succès que représente, pour nous, la tenue, pendant vingt jours, du congrès de la Soummam, au cœur d'une Kabylie quadrillée et prétendument pacifiée par les forces armées françaises.

Le C.C.E. décide, finalement, de publier la « plate-forme politique » dans le prochain numéro de *El-Moudjahid*. H

Abdelhafid GUERRAZAK

RUE DE THÈBES, CETTE NUIT-LA

◀ Dans la nuit du 9 au 10 août 1956, une explosion énorme ébranle les vieux immeubles de la Casbah. La bombe a été placée rue de Thèbes, au numéro 9, sous une porte cochère. Mais la violence de l'explosion est telle que les immeubles 8, 9, 9 *bis* et 10 s'écroulent. Le chiffre des victimes est sujet à caution : 15 morts, selon les pompiers ; 70 victimes selon les bulletins du F.L.N.



Rue de Thèbes. Le ▶ contre-terroriste pénétra dans cette venelle en pleine nuit, portant, dans un sac de bain, trente kilos de cheddite amorcés pour sauter à minuit précis. Une auto le déposa au seuil de la Casbah. Elle le récupéra après l'opération. Jamais, jusque-là, un civil européen ne s'était aventuré dans la ville arabe, devenue le fief de Yacef Saadi et d'Ali la Pointe.

Paris-Match

Le proconsulat de Robert Lacoste a commencé depuis six mois, presque jour pour jour, lorsque, dans la nuit du 10 août 1956, une formidable explosion déchire l'air de la basse Casbah.

Les groupes contre-terroristes viennent, encore une fois, de répondre au terrorisme F.L.N.

Quelques jours auparavant, des tueurs du F.L.N., qui ont jonché de morts et de blessés les trottoirs du quartier populeux de Bab-el-Oued, ont été arrêtés. Interrogés, ils ont avoué avoir obéi aux ordres d'un nommé Boudriès, propriétaire d'un bain maure situé dans la basse Casbah, rue de Thèbes.

La « bataille d'Alger » n'a pas encore commencé. La répression policière est lente, molle, mal organisée, pour ne pas dire inexistante.

Alors, le petit groupe d'hommes courageux qui a décidé de défendre la présence française en Algérie par tous les moyens applique la loi du talion.

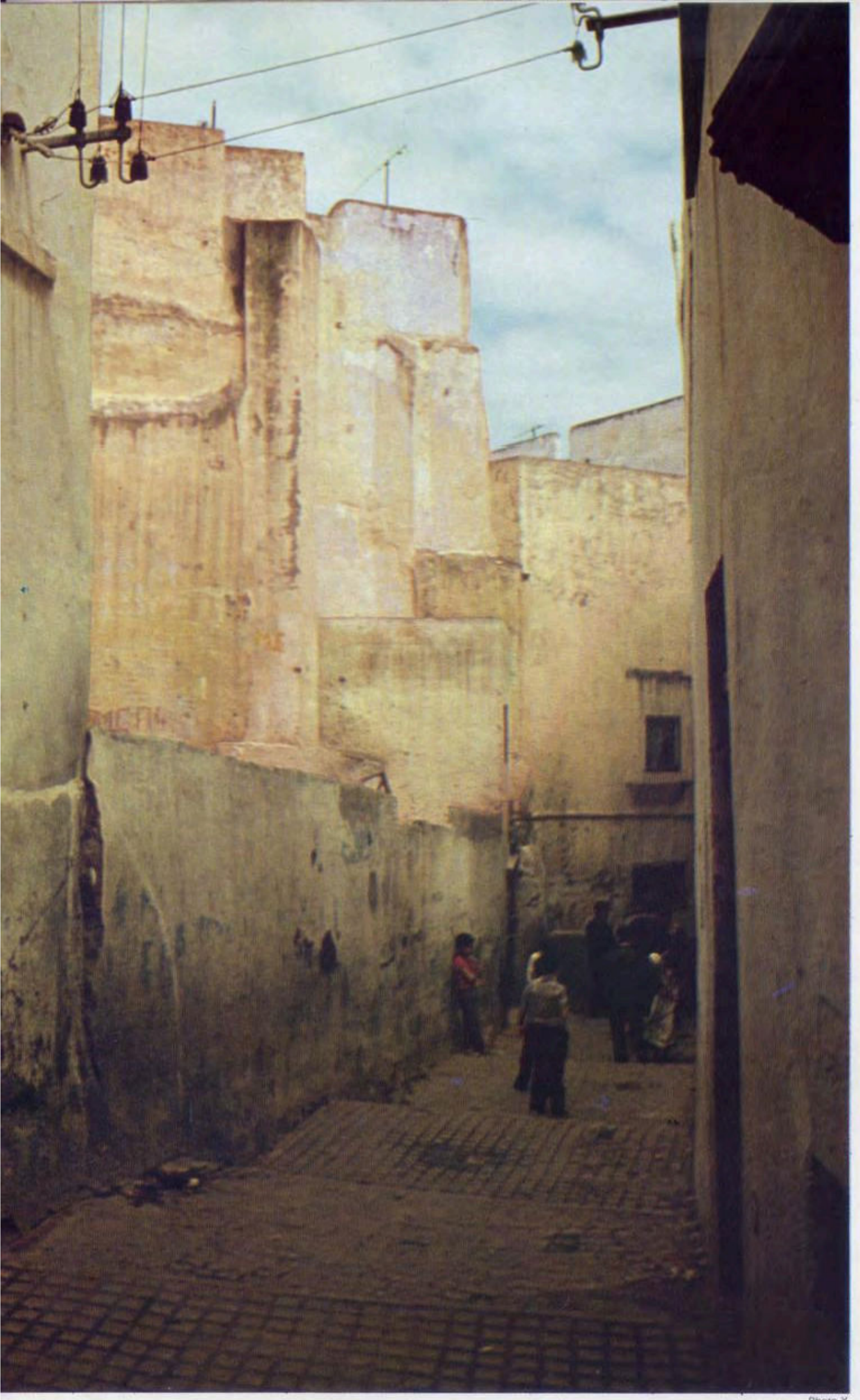
Le 9 août, ils sont tous réunis chez Mercurio, à Saint-Eugène. Sont présents, entre autres, Jo Rizza, Michel Féchoz, Philippe Castille, Georges Calle, etc.

Jo Rizza, le fils de Bab-el-Oued, attaque le premier :

— Puisque nous connaissons le responsable, faisons sauter son bain maure.

Mercurio réplique :

— Mais, Jo, nous pouvons tuer des enfants! Tu connais la Casbah. Ils y habitent à vingt ou vingt-cinq par maison!


Photo X.

— Je sais. Mais est-ce qu'ils ont hésité à tuer des femmes et des enfants, ces jours derniers ?

Deux heures ou plus de discussion sont nécessaires pour effacer les derniers scrupules. L'opération est décidée pour le lendemain soir. Michel Féchoz et Philippe Castille sont désignés pour la réaliser.

23 heures sonnent au carillon de la cathédrale lorsque les deux hommes, Castille au volant, empruntent, à bord de leur 203 noire, le boulevard de la Victoire.

A deux reprises, au bas et au haut des tournants Rovigo, ils ont été arrêtés par des patrouilles de l'armée. Le couvre-feu approche. Mais chaque fois, grâce à des laissez-passer fournis par leur ami, l'ex-préfet Achiary, ils sont passés sans encombre.

Il est 23 h 45 lorsque la Peugeot stoppe sur le boulevard désert, au bout duquel la prison de Barberousse élève sa masse blanche et trapue. Castille arrête le moteur, éteint les feux, tire le frein à main.

Assis à ses côtés, Michel Féchoz lance un regard au sac de plage en toile bleue qu'il serre entre ses jambes, puis regarde sa montre.

C'est l'heure d'y aller. Les 30 kilos de cheddite sont amorcés pour sauter à minuit pile.

Il met pied à terre, laisse retomber la portière sans la fermer. Il tient le sac au bout de son bras droit. C'est lourd, 30 kilos, surtout dans ce moment difficile, qui se situe au seuil de l'action.

D'un pas assuré, le corps légèrement incliné sur la gauche, portant chaussures de tennis pour éviter de faire le moindre bruit (ce qui signifierait pour lui le ratage de l'opération et peut-être même la mort dans cette Casbah totalement aux mains des tueurs de Yacef Saadi), Michel emprunte la rue de la Gazelle.

Au bas des escaliers, il tourne à gauche dans la rue de Thèbes.

Dans la Casbah, c'est la panique

Il a peur. Le silence est impressionnant. Il sent comme un poids de plus en plus lourd sur l'estomac. Une soudaine envie de vomir le saisit, provoquée par l'insoutenable odeur qui se répand en permanence dans les ruelles crasseuses de la Casbah.

Il pose son sac un instant. Il vérifie s'il a bien mis la balle dans le canon de son MAB 7,65. Quelque part, un enfant pleure.

Il pense poser sa bombe n'importe où. Mais déjà il recouvre son *self control*. Lentement, fouillant la nuit des yeux pour repérer le bon numéro, il descend la rue de Thèbes.

Enfin le 9. Un coup d'œil à droite, un à gauche. Il dépose son sac sous la voûte d'une porte cochère. Puis, sans perdre une seconde, il remonte sans courir, en empruntant le même chemin, vers la voiture qui l'attend. Moteur. Castille fait un demi-tour sur place et regagne le quartier européen.

Il n'a que le temps d'arriver chez lui pour entendre l'immense déflagration, qui se répercute par échos successifs dans la cuvette que forme Alger.

Dans la Casbah, c'est la panique. Yacef Saadi, dans son refuge de la rue des Abencérages, est jeté à bas de son lit.

La rue des Abencérages se trouve à une quinzaine de mètres de la rue de Thèbes.

En moins de trente secondes, Saadi et son principal lieutenant, Ali la Pointe, sont sur les lieux. Un épais brouillard obscurcit la rue. Il faudra attendre un bon quart d'heure pour le voir se dissiper.

Des cris et des gémissements s'élèvent des décombres répondant avec quelques jours de retard aux cris et aux gémissements des femmes et des enfants victimes des tueurs du F.L.N. à Bab-el-Oued.

Toute la Casbah, qui est descendue dans la rue, se porte au secours des blessés.

(Suite page 784.)



ALGER.
Le Jardin d'essai.
Créé en 1832.
Une admirable promenade
de 20 km d'allées.

Photo Alain Gesgon







◄ Ce qui reste du 9, rue de Thèbes. Un trou béant, où les objets, les meubles usuels, semblent soudain insolites. Les murs se sont écroulés sur les habitants. Après cet attentat, la Casbah, prise de panique, veut émigrer sur Belcourt ou Maison-Carrée, quartiers à forte densité musulmane. Des bruits circulent, propagés par les contre-terroristes, selon lesquels la plupart des immeubles de la Casbah sont minés.

A.F.P.

autour des morts de la rue de Thèbes, la guerre des tracts contre-terroristes

(Suite de la page 781.)

La violence de l'explosion a été telle que la voûte supportant deux pâtés de maisons a cédé et les immeubles des 8, 9, 9 *bis* et 10 se sont abattus. La voûte en s'effondrant a entraîné l'étage. Il ne reste qu'un trou béant. Coincé par un rebord de mur intact, on aperçoit, au deuxième étage, en équilibre au bord du vide, un buffet aux portes arrachées qui laisse échapper de la vaisselle brisée.

La ville arabe sur le pied de guerre

Les pompiers du commandant Subra dénombrèrent 15 morts dont 9 enfants. Le F.L.N. donnera un bilan beaucoup plus lourd : 70 morts. Qui croire?

Peu importe. Mais lorsqu'on sait où allaient les amitiés du très libéral commandant des pompiers, on peut assez difficilement croire qu'il ait menti.

De toute façon, cet attentat allait avoir des répercussions en cascade.

Le matin même de l'explosion, dès la levée du couvre-feu, Saadi et ses hommes parcoururent la Casbah en tous sens pour empêcher qu'une marée humaine ne déferlât sur la ville européenne et ne se fît mitrailler par l'armée, qui aurait dû intervenir pour éviter un massacre selon les méthodes les plus primitives et les plus odieuses. Ils voulaient aussi empêcher l'exode d'une population apeurée qui voulait trouver refuge dans des quartiers plus sûrs comme Belcourt ou Maison-Carrée. Grâce à ces multiples réunions, ils reprirent en main la population de la Casbah. Ils la rassurèrent (des bruits couraient selon lesquels les Européens auraient miné de nombreux immeubles) et lui promirent que les morts de la rue de Thèbes seraient vengés.

Le 11 août au soir, les zouaves du capitaine Sirvent pouvaient constater que la Casbah avait changé de visage.

Grâce aux contre-terroristes, les plus sceptiques devaient se rendre à l'évidence : la Casbah était redevenue le cœur de la rébellion, et pour vaincre cette rébellion, il fallait s'attaquer à cette Casbah sans faiblesse.

En effet, ce que virent les zouaves était symptomatique. Chaque soir, dès 20 heures les ruelles se vidaient, les magasins baissaient leur rideau. Chacun se calfeutrait chez soi et les hommes des immeubles prenaient leur tour de garde sur les terrasses. Si quelqu'un devait sortir après le couvre-feu imposé par le F.L.N., il devait, avant de quitter son logement, indiquer aux *choufs* les motifs de sa sortie, le lieu où il se rendait et l'itinéraire qu'il emprunterait.

Les sentinelles, criant de terrasse en terrasse, avertissaient alors tous les *choufs*

« La révolution algéri écrasera tous ceux qu

Il y a quelques jours, à la suite d'un odieux attentat au plastic à la Casbah, tout un pâté de maisons s'écroula entraînant la mort de 50 Algériens parmi lesquels de nombreux femmes et enfants. Nous avions dénoncé en son temps ce complot organisé par un groupe de Français malgré le communiqué mensonger des services de M. Robert Lacoste qui assuraient que « l'accident était dû à une explosion de dépôt de munitions des rebelles ».

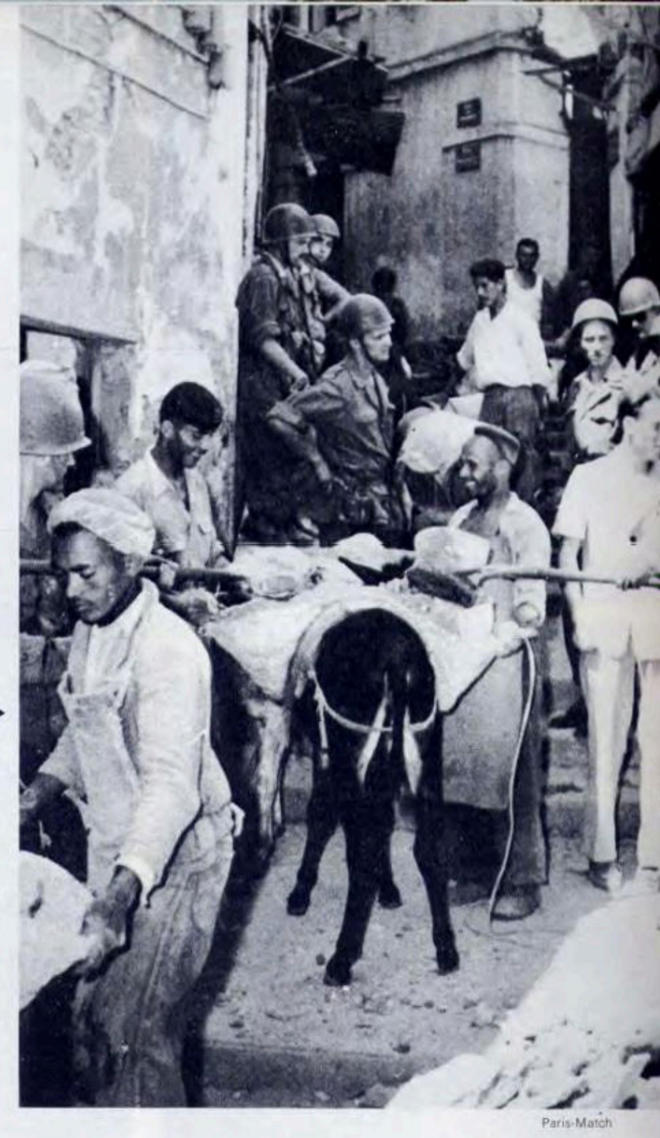
En effet, un tract du « Comité des 40 » paraissait peu après affirmant que le coup de la Casbah était son œuvre et devait servir « d'avertissement » : pour « 1 Français tué, 100 Algériens seraient descendus ».

Nous sommes en mesure aujourd'hui – grâce à nos services de renseignements – de révéler certains détails sur les activités néfastes de cette bande d'assassins.



◄ **Jacques Chevallier, maire d'Alger, sur les lieux de l'attentat, le 10 août au matin. D'abord, les Européens d'Alger pensent que cette explosion est survenue accidentellement dans une fabrique d'armes destinées aux terroristes. Mais, bien vite, un tract des contre-terroristes la revendiquera.**

Paris-Match



Les forces de l'ordre, rapidement amenées sur les lieux, s'efforcèrent vainement d'identifier les auteurs de l'attentat. La fouille de tous les suspects et le passage au détecteur de mines de tous les colis furent alors entrepris systématiquement, aussi bien aux portes d'accès qu'à l'intérieur de la Casbah. ►

Paris-Match

du passage de l'homme qui tenait un mouchoir blanc à la main.

Le quadrillage de la Casbah était ainsi total.

Pour un Européen tué

D'autre part, le F.L.N. organisa par l'intermédiaire de deux centrales syndicales qu'il contrôlait : l'U.G.T.A. et l'U.G.S.A., une grève de protestation, le 14 août, et annonça cette fois par tracts que les morts de la rue de Thèbes seraient vengés.

Les Européens qui, le lendemain de l'explosion, avaient cru à un accident qui se serait produit dans une fabrique d'explosifs des terroristes commencèrent à avoir des doutes.

Ces derniers disparurent lorsque, le 21 août, pour répondre au tract diffusé par le F.L.N., les contre-terroristes d'Alger firent savoir à leurs compatriotes, sous la signature du « Comité des Quarante », que pour tout Européen tué ils feraient sauter un pâté de maisons de la Casbah...

Le premier coup de la « bataille d'Alger »

Dans le dessein d'affoler un peu plus les habitants de la ville arabe, les groupes contre-terroristes firent courir les bruits les plus menaçants.

Ils parlèrent même, à l'époque, d'amener sur les hauteurs de la Casbah un camion-citerne rempli d'essence et d'en ouvrir les vannes afin d'incendier ce « nid à rats ».

Le résultat ne se fit pas attendre : l'exode vers Belcourt reprit. D'autre part, certains hommes de la Casbah commençaient à trouver que le F.L.N. prenait un peu trop son temps pour venger les morts de la rue de Thèbes.

Pour ne pas perdre l'avantage acquis, Yacef et ses hommes reprirent l'action directe. Le premier coup de la « bataille d'Alger » venait d'être frappé. D'autant que, dans le même temps, bon nombre de contre-terroristes se faisaient récupérer par le S.D.E.C.E.-C.C.I., qui allait alors prendre son essor et faire la preuve irréfutable de l'efficacité de son action. **H**

Pierre DÉMARET

---

ne est en marche, nul ne pourra l'arrêter. Elle tenteront de s'opposer à son cours irréversible. »

L'âme du « Comité des 40 » n'est autre que le sinistre Achiary, condamné à mort par le F.L.N. et qui a échappé il y a quelques mois à un attentat dirigé contre lui par un commando de l'A.L.N. à Alger.

Nous publions les noms des fonctionnaires de la police qui composent l'état-major de ce « Comité des 40 » :

1. Le commissaire Trouja des renseignements généraux, chef de la section mondaine et chef principal du « Comité des 40 »;

2. Le commissaire de police du 2e arrondissement, Lafarge;

3. L'officier de paix Blusson du commissariat central;

4. L'officier de la police judiciaire du 2e arrondissement, Duchamp.

5. Léchelle, inspecteur au commissariat central et spécialiste de la manipulation du plastic.

Ces cinq fonctionnaires constituent l'état-major des « 40 » institué avec l'assentiment de Robert Lacoste.

Nous livrons ces informations à l'opinion algérienne et mondiale qui jugera des méthodes auxquelles ont recours aujourd'hui les gouvernants français. R. Lacoste avait promis à son arrivée en février dernier de « renverser la vapeur dans les cinq mois ». Aujourd'hui il mesure l'étendue et la gravité de son échec et c'est ce qui le pousse à utiliser les mesquins procédés de la police.

Nous tenons à affirmer de nouveau :

Ni Lacoste ni ses sbires assassins n'arriveront à briser l'élan libérateur du peuple algérien.

La révolution algérienne est en marche. Nul ne pourra l'arrêter ! Elle écrasera tous ceux qui tenteront de s'opposer à son cours irréversible. (Tract du F.L.N.)



R. Bail

Les fusiliers marins. Ils ont troqué la tenue de drap bleu contre l'uniforme de djebel, kaki ou verdâtre, le « col bleu » contre le treillis, et, désormais, ils vont avoir à se battre pour débusquer les bandes rebelles près de la frontière marocaine.



R. Bail

LES RÉGIMENTS DE L'ORANIE DU "FAR-WEST"

En Algérie (comme en Indochine), « képis blancs » et « pompons rouges » ont travaillé ensemble. Tandis que la légion « couvrait » les monts de Tlemcen, la 1re demi-brigade de fusiliers marins se voyait confier la difficile mission de pacifier les approches nord de la frontière marocaine, depuis la zone interdite de Port-Say et Bab-el-Assa jusqu'à Nédroma et Sydna-Youcha. Chaque semaine, les anciens « cols bleus », qui avaient troqué la tenue de drap bleu ou de toile blanche pour le treillis de brousse verdâtre, vont devoir débusquer le *moudjahid* (soldat de l'A.L.N.), le *moussbel* (partisan sans uniforme), le *tissal* (guide), le *fidai* (commando) placés aux ordres des chefs de *mintaka* (zone), de *nahia* (district), ou de *kasma* (secteur).

Si la légion a ses P.I.M., la D.B.F.M. a ses commandos. Et chaque soir, lorsque la nuit tombe sur l'îlot des Deux-Frères, qui commande la passe de Nemours, et que sonne l'heure du couvre-feu, « Yatagan » s'enfonce dans les djebels des Beni-Mishel ou des Beni-Menir pour y monter des embuscades contre les bandes qui ont pu franchir le barrage.

Le commando a son insigne : yatagan d'émail blanc à cheval sur les deux ancres de la marine nationale. Il compte quelques *djounoud* ralliés, mais le gros de ses sections est composé de volontaires musulmans qui, pour une raison ou une autre, ont choisi de se battre aux côtés des Français.

◀ **Insolite image, un marin à cheval. Près de lui, sur sa monture blanche, un harki. « En Algérie, la harka, c'est un groupe de supplétifs recrutés, la plupart du temps, parmi les rebelles ralliés qui ont mal supporté la vie trop dure des hors-la-loi. »**

R. Bail

A Nemours, au P.C. de la D.B.F.M., le lieutenant De Haro, officier de renseignement de l'unité, m'avait mis en présence du « commando » Saharaoui qui m'avait dit dans quelles conditions il avait rallié les fusiliers marins :

— Je suis originaire des Souhalia. J'ai servi la France au 6e bataillon de tirailleurs algériens. Pendant deux ans j'ai fait campagne dans les Aurès-Nemencha et à Sebdou.

» Libéré, j'ai rejoint mon douar. Huit jours après mon arrivée, mon frère, âgé de cinquante ans, a été enlevé par les fellaghas et égorgé la même nuit. Le lendemain, un rebelle est venu chez moi. Il s'est flatté d'avoir abattu mon frère et m'a demandé de l'accompagner, sinon je serais tué à mon tour. Six de ses camarades, armés, attendaient devant ma porte. Je me suis décidé à les suivre, persuadé que je vivais ma dernière journée.

» Il était 4 heures de l'après-midi. Nous avons pris le chemin du djebel. Lorsque la nuit tomba je me dis : mourir pour mourir, autant prendre le risque d'une fuite dans l'obscurité. Je profitai d'un moment d'inattention de mes ravisseurs pour me glisser derrière un buisson, puis je détalai à toutes jambes. Mon départ fut salué par des rafales de mitraillette, mais il faisait trop sombre pour que l'on puisse me rattraper. Au petit jour, j'arrivai en vue de Nédroma et me présentai à une section de chasseurs portés.

» Je fus interrogé pendant quatre jours. Je sentais que les militaires se méfiaient de moi. Puis l'officier me dit : « Nous avons » vérifié tes déclarations. Tu es sincère. » Que veux-tu devenir ? Soldat ? Goumier » à la S.A.S. ? Ou bien veux-tu que nous » te fassions partir pour la France où tu » pourras travailler ? »

» J'ai répondu : Mon capitaine, les fellaghas ont tué mon frère. Ils voulaient me tuer à mon tour. Alors, prenez-moi à la S.A.S. où je serai protégé.

» A la S.A.S. de Tounane, où j'ai été affecté, j'ai appris que les rebelles, pour se venger de mon évasion, avaient tué treize membres de ma famille âgés de vingt-cinq à cinquante ans, dont une femme de trente ans qui laisse quatre enfants. Mes oncles et cousins assassinés étaient tous pères de famille et avaient de deux à sept enfants. Alors, j'ai décidé de les venger et j'ai demandé à passer au commando *Yatagan*. »

Demi-brigade de fusiliers marins. L'insigne du commando « Yatagan », qui se rendit célèbre en Oranie.



R. Bail

Je viens d'oublier la haine...

Saharaoui va participer à de nombreuses opérations. Il reçoit la croix de la valeur militaire. Puis un jour, pendant un accrochage particulièrement violent, il fait un prisonnier. Il le reconnaît : c'est l'assassin de son frère ! Le premier réflexe de Saharaoui est de braquer son M.A.T. 49 sur le prisonnier. Mais il baisse aussitôt le canon de son arme, appelle son capitaine et lui dit : « Je viens d'oublier la haine en regardant l'uniforme que je porte. Cet homme ne m'appartient plus. Il est à l'armée. »

Lorsque sonnera l'heure de l'indépendance, après les accords d'Évian, la plupart de ces soldats algériens, abandonnés à leur sort malgré les garanties données de part et d'autre, connaîtront une fin horrible. Plusieurs seront ébouillantés après avoir été mutilés. Les survivants seront chargés de déminer la zone interdite de l'ancien barrage, truffée d'engins meurtriers.

Peut-être Saharaoui a-t-il été de ceux-là. Peut-être, plus heureux, a-t-il trouvé place parmi ces harkis que la marine a pu évacuer à temps et vit-il quelque part dans un de ces villages de France construits à l'intention de ces rescapés. **H**

Léo PALACIO

TIRAILLEURS ALGÉRIENS : IN MEMORIAM...


Uniforme de tirailleur (turco), 1844.
Turco en sentinelle (1844).

PENDANT plus de cent ans, la France a compté dans les rangs de son armée des Algériens musulmans dont il est inutile, tant cela est connu, de rappeler qu'ils prirent une part active et glorieuse à notre histoire militaire.

L'armée française avait su conquérir la confiance, l'estime et le dévouement total de ces Arabes, Kabyles, Arabo-Berbères qui servaient avec fierté dans les unités de tirailleurs et de spahis.

Et puis cette armée d'Afrique a disparu de notre horizon et si sa présence physique n'est plus, son souvenir demeure dans le cœur de tous ceux, Français de souche comme anciens tirailleurs algériens, qui ont eu l'honneur de servir dans ses rangs.

Notre propos n'est pas de faire l'historique des unités de tirailleurs nord-africains mais d'exposer brièvement quelques traits caractéristiques de l'évolution de leur formation et du comportement de ces troupes.

Tout d'abord, les contingents indigènes furent considérés comme des auxiliaires de l'armée. Issue des « bataillons indigènes » recrutés dès le 1er octobre 1830 — soit trois mois après le débarquement à Sidi-Ferruch —, et après bien des tâtonnements et des transformations, une unité formant corps fut créée le 10 février 1840 comprenant un escadron de spahis et quatre compagnies d'infanterie. En 1841, trois bataillons de « tirailleurs indigènes » furent formés, un pour chaque province, avec officiers français parlant obligatoirement arabe et officiers musulmans.

Ce n'est qu'en 1843 qu'un uniforme fut adopté, qui ne manquait ni de coloris ni de pittoresque : veste arabe vert dragon, gilet et pantalon de drap garance, ceinture cramoisie, calotte cramoisie avec gland bleu, turban en coton rayé blanc et bleu, petit collet ou caban vert.

A partir de 1853, les bataillons prirent les caractéristiques d'une troupe régulière et l'uniforme qui leur fut donné resta à peu de chose près le même jusqu'en 1914 : pantalon et veste bleu ciel, caban bleu foncé, ceinture et chéchia rouges. Le tombeau de la veste, ou fausse poche, distinguait l'origine des bataillons : garance pour celui d'Alger, blanc pour celui d'Oran et jonquille pour celui de Constantine.

C'est dans cet uniforme que fut créé, le 9 mars 1853, le « régiment de tirailleurs algériens ». Le 1er janvier 1856 furent formés trois régiments, un dans chacune des provinces, le premier à Alger, le deuxième à Oran et le troisième à Constantine. Ce sont les trois ancêtres dont tous les régiments de tirailleurs algériens sont issus — et c'est depuis cette date qu'ils font vraiment partie intégrante de l'armée française.

Les « boujadi » : jeunes appelés

Plus connus sous le nom de « turcos », ils participent à toutes les campagnes du second Empire et de la IIIe République : guerres de Crimée (1854-1855) et d'Italie (1859), campagne du Sénégal (1860-1861) et de Cochinchine (1861-1864), guerre du Mexique (1862-1867), guerre de 1870-1871 en Lorraine, aux armées de la Loire et de l'Est, campagnes de Tunisie (1881-1883), du Tonkin (1883-1886), de Madagascar (1895), colonnes de pacification en Algérie, au Sahara, opérations au Maroc de 1907 à 1912.

Partout où la France combattait il y eut des tirailleurs algériens, vrais guerriers, hommes de poudre, combattants ardents, téméraires.

Les qualités des contingents algériens incitèrent le gouvernement à en tirer un plus grand parti pour étoffer l'armée française, surtout devant les marées impérialistes allemandes du début du XXe siècle. Le recrutement des troupes nord-africaines se faisait uniquement par engagement et rengagement jusqu'à la parution du décret du 3 février 1912, qui instituait un recrutement de tous les Algériens âgés de dix-neuf ans afin



Les tirailleurs défilent, musique en tête, ▶ sur la place d'armes d'une petite ville d'Algérie. Ici, la place est un stade. Précédant la « nouba », la clique, le fameux bélier, mascotte des tirailleurs.


Province d'Alger, 1er uniforme. Porte-aigle en grande tenue. Officier tirailleur algérien. Caporal tirailleur algérien. Le tambour Belkacem du 7e R.T.A. (1919). Ould Yahia, du 7e R.T.A. (Maroc, 1919).

de pouvoir pratiquer l'appel de ces jeunes gens et compléter ainsi les effectifs fixés par le ministère de la Guerre.

Le 1er août 1914, l'Algérie comptait 28 900 engagés ou rengagés et 3 870 appelés — soit 13 % de *boujadi* (jeunes appelés). Pendant la guerre 1914-1918, le nombre des engagés fut de 80 000, celui des appelés fut le même. Plus de trente régiments de tirailleurs prirent part à la Grande Guerre, au cours de laquelle leur conduite fut digne des plus grands éloges.

Après la guerre, la proportion d'appelés fut variable ; certains régiments en avaient 10 %, d'autres 30 %. Par un système de relève, on peut dire que tous les bataillons de tirailleurs firent campagne de 1918 à 1939, soit au Maroc, soit en Syrie, et ce furent de très belles unités qui prirent part à la seconde guerre mondiale. Pendant la malheureuse campagne de 1940, elles firent preuve de fermeté dans l'adversité et d'un dévouement absolu. Les pertes furent cruelles.

Plus tard, les unités de tirailleurs, reformées avec les « restes » et des engagés, sous l'impulsion d'abord du général Weygand, puis du général Juin, ▶

J.-L. Frangeul

comment ces vainqueurs du Garigliano et du passage du Rhin, usés et déçus en Indochine, finirent, pour certains, par trahir en Algérie




furent le fer de lance de l'armée française de la reconquête. Le corps expéditionnaire français en Italie, la Ire armée en France, en Alsace, en Allemagne, eurent un noyau d'infanterie algérienne et marocaine qui fut à l'origine de bien des victoires — Garigliano et passage du Rhin, pour n'en citer que deux.

Mais qu'étaient-ils donc, ces hommes du Maghreb, si attachés et si fidèles au drapeau français ?

Deux types bien distincts composaient l'armée d'Afrique. L'Arabe, grand, au teint plus foncé, le nez légèrement busqué, bavard et enthousiaste, aimant la fantasia, dépensier, parfois nonchalant et négligent. Le Kabyle, de taille moyenne, figure ronde, aux yeux clairs, souvent taciturne, travailleur, industrieux, cherchant à « gagner du galon », économe.

La fidélité au chef...

Tous étaient courageux, résistants, marcheurs infatigables, enclins à la *chikaya,* aux disputes, rancuniers parce que susceptibles... Mais toutes ces imperfections étaient effacées par une qualité précieuse : la fidélité au régiment et à la personne du chef qui les commandait directement.

Combien d'officiers et de sous-officiers ont eu la vie sauve grâce au dévouement total d'un de leurs tirailleurs, en particulier de leur ordonnance ! En juillet 1925, dans la région de M'Sila (Rif oriental), au cours d'un combat rapproché, le tirailleur Arab ben Mohamed, ordonnance d'un sous-lieutenant, se porte auprès de son chef et lui fait un rempart de son corps. Il est tué. Le sergent Amrouche se tourne alors vers un tirailleur et lui dit : « Ahmed, prends la place. » Ahmed, un colosse de 1,80 m, couvre de sa haute stature son jeune chef de section.

Jamais un mort ou un blessé n'était abandonné sur le terrain, au besoin toute la compagnie participait à son ramassage.

Cette fidélité, cet attachement, s'expliquent par la forme même du service dans les unités nord-africaines et aussi par le besoin que le tirailleur éprouve d'être commandé par un gradé qu'il connaît.

Avant 1940, l'appelé ou l'engagé était mis à l'instruction pendant près d'un an, puis affecté à une section d'une compagnie ; il y restait le temps de son service légal ou le temps de son contrat. Ceux qui rengageaient restaient dans leur compagnie d'origine.

D'autre part, il était normal pour un officier sortant d'une école de faire cinq ou six ans à la tête de sa section. Il était fréquent pour un officier de servir dans un régiment de tirailleurs pendant plus de quinze ans de sa carrière (au cours de plusieurs périodes).

C'est ainsi par exemple qu'un bataillon du 22e R.T.A. quitta Verdun en juin 1915 pour le Maroc et y retourna en novembre 1916 avec les cadres qui n'avaient pas été mis hors de combat. Cette continuité dans le commandement et le service à long terme de la troupe donnaient une valeur exceptionnelle aux unités de tirailleurs.

Si la victoire de 1945 avait effacé la défaite de 1940, les campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne avaient creusé de grands vides dans les régiments de tirailleurs. Ils finirent la guerre usés. Les pertes avaient été particulièrement sensibles parmi les gradés, sergents, caporaux-chefs et caporaux, qui avaient payé très cher leurs galons et qui formaient l'ossature solide des petites unités.

Aussi, lorsqu'il fut nécessaire de diriger d'urgence vers l'Indochine des unités de tirailleurs, celles-ci ne représentaient pas la valeur qu'elles avaient avant 1940, car pour honorer les tableaux d'effectifs de l'encadrement, il avait fallu procéder à des nominations de gradés qui n'avaient ni l'autorité, ni l'expérience, ni la maturité pour assumer le commandement d'une troupe qui elle-même était jeune et dont l'instruction, en raison des circonstances, avait dû être faite très vite.

La déception de l'Indochine

Par la suite, la relève des effectifs en Indochine se fit par l'envoi de renforts dont une partie des cadres seulement avaient dirigé leur instruction et leur mise en condition de départ. Tout cela ne contribuait guère à valoriser les unités de tirailleurs.

Cette troupe aurait eu besoin de victoires et si elle eut des engagements heureux, dans son ensemble, elle fut déçue par notre éviction d'Extrême-Orient.

A peine de retour en Algérie, elle fut engagée dans les opérations de maintien de l'ordre et de répression de la rébellion. C'était beaucoup demander. Et pourtant, jusqu'en 1956, le tirailleur demeura fidèle à son régiment, à ses chefs. Après cette date, des régiments furent renvoyés en France ; en revanche, des unités restèrent hautement fidèles jusqu'à la fin de la présence française en Algérie.

Même après avoir quitté l'armée le tirailleur restait attaché à son passé militaire. Pour s'en convaincre, il suffisait de regarder avec quelle fierté il portait ses décorations sur son burnous et comme il témoignait une touchante amitié aux chefs qui avaient servi en Afrique du Nord. Comme ce sergent retraité et chef de son village dans l'Aurès qui

J. de Geyer d'Orth




13e R.T.A.


2e R.T.A.


7e R.T.A.


21e Cie de Cdt.


9e R.T.A.


9e R.T.A.


7e R.T.A.


17e R.T.A.


21e R.T.A.

accueillait, en 1942, un capitaine en lui déclarant qu'il refusait la défaite de 1940. « Il y aura d'autres batailles », disait-il et il ajoutait : « Le général de Gaulle en Angleterre, le maréchal Pétain en France, ce sont des chefs français qui s'entendront pour rouler les Allemands. » Que de bon sens et de foi dans la France !

Un colonel rencontre en ville un ancien caporal de son régiment. Ils boivent ensemble un café. On parle des anciens. Il y a des silences en se regardant les yeux dans les yeux ; puis, tout à coup, ce vieux soldat se penche vers son ancien chef et lui dit : « Tu vois, toi et moi, tous les deux ensemble, on est bien. » Oui, on « était bien » dans un régiment de tirailleurs où chacun avait choisi de faire carrière.

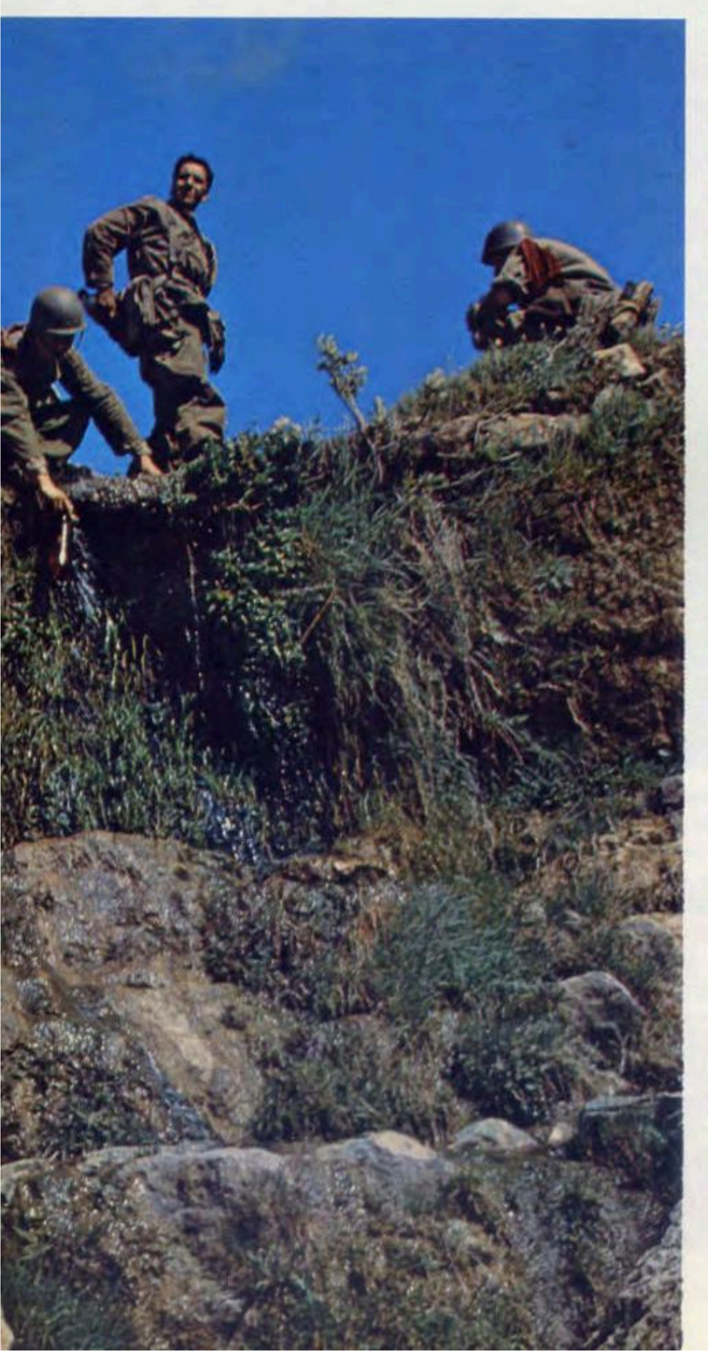
Après plus d'un siècle d'existence, les régiments de tirailleurs n'existent plus. Ces vieux soldats, ces fiers guerriers, sont tombés au service de notre pays, en France, en 1940, en Tunisie, en 1943, en France de nouveau, pour la libérer, en Allemagne, en 1944 et 1945. Ceux qui avaient survécu se sont usés physiquement et moralement ou sont morts dans les rizières d'Indochine.

Que reste-t-il de ces magnifiques guerriers ? Des tombes dans bien des continents, des milliers de Légions d'honneur, 120 000 médailles militaires en Afrique du Nord, des centaines de milliers de croix de guerre, des drapeaux décorés de la Légion d'honneur, de la médaille militaire et de la croix de guerre.

Il demeure aussi, pour l'armée française, le souvenir d'avoir compté dans ses rangs des Algériens, arabes et kabyles, qui ont accompli leur devoir avec honneur et fidélité.

Et pour tous ceux qui ont servi dans les unités nord-africaines, Français de souche et Algériens, la satisfaction et la gloire d'avoir combattu côte à côte dans les rangs d'une troupe d'élite. **H**

Général André LENORMAND



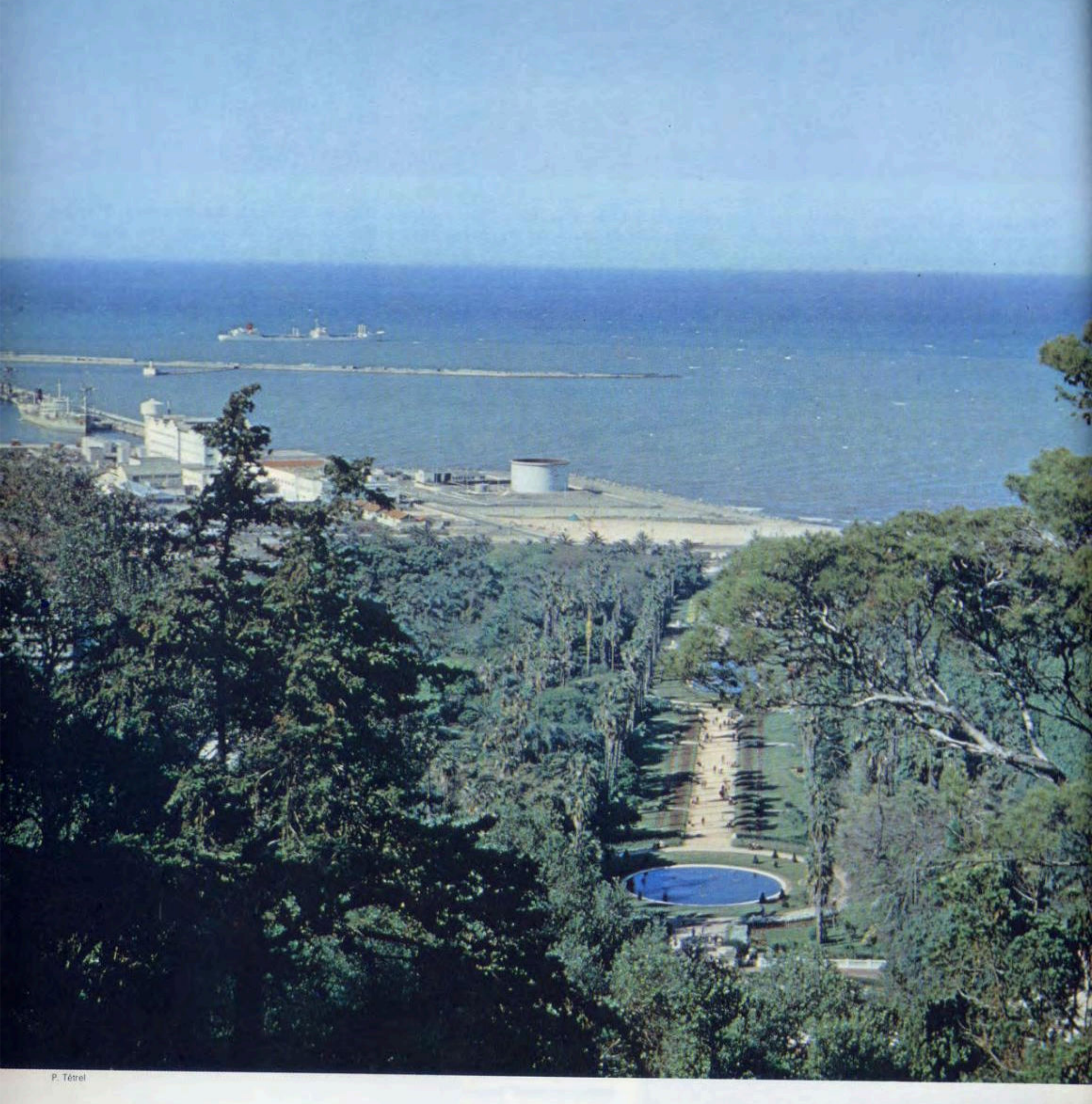
Les tirailleurs algériens écrivirent pour l'armée française des pages parmi les plus glorieuses de son histoire. Au cours de la guerre 1914-1918, leur discipline et leur courage leur valurent les plus hautes distinctions. Au cours de la 2e guerre mondiale, ils renouvelèrent leurs exploits, en Tunisie, puis en Italie. Ils furent parmi les remarquables combattants qui, à Cassino, obligèrent la Wehrmacht à se replier. C'est la 3e division algérienne, sous le commandement du général de Monsabert, qui, au prix de combats acharnés et de lourdes pertes, enleva le Belvédère et ouvrit une brèche dans la ligne Gustav. Les tirailleurs algériens participèrent avec les pieds-noirs au débarquement en Provence et à la libération de la France. A leur retour d'Indochine, la majorité d'entre eux reprit le combat en Algérie, essentiellement dans les montagnes, pour mener une guerre, qui, au départ, leur était incompréhensible.

Joël de Geyer d'orth



Joël de Geyer d'Orth





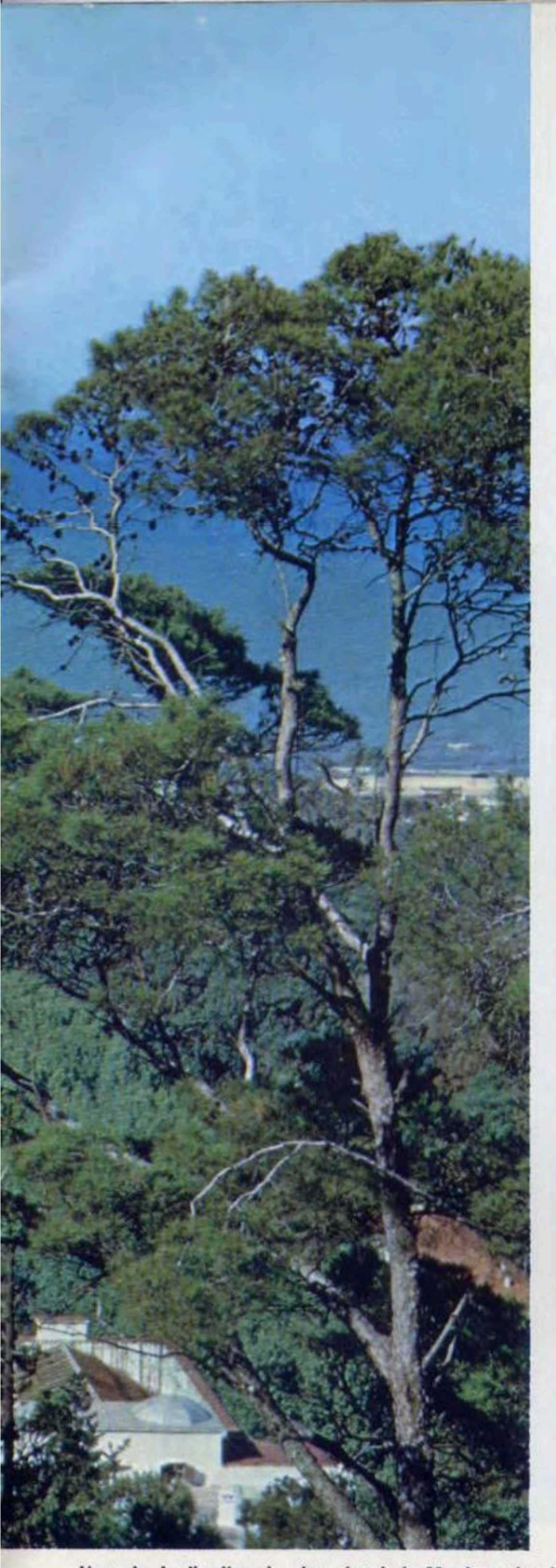
P. Tétrel

REVOIR ALGER COTÉ... CŒUR ET COTÉ JARDINS

DOMINANT la très bleue Méditerranée, déployé en un vaste amphithéâtre couronné de verdure, Alger offre ses jardins sur tous ses coteaux.

A l'une des extrémités de la ville, au pied d'une haute colline, près de la mer, de séculaires jardins entouraient déjà la résidence du dey, résidence qui, plus tard, devint un grand hôpital. A l'autre extrémité, juchée sur une colline en falaise, une autre villa offre un parfait témoignage d'architecture ottomane et, rare vestige, un très vieil aqueduc que décorent des bougainvillées éclatantes.

Il y a un demi-siècle, on se préoccupa d'aménager la ville en transformant les



P. Tétrel

Vues du Jardin d'essai, prises depuis le Musée national. Extraordinaire parc d'expérimentation pour les plantes tropicales, le Jardin d'essai était un éden ouvert sur la mer. A l'origine, il couvrait 5 hectares et on l'appelait le jardin du Hamma : c'était en 1832. En 1918, le Gouvernement général y organisa une école d'horticulture et une école ménagère agricole. Suivre l'itinéraire de toutes les allées représente 20 km de marche. Chacune d'elles est plantée d'arbres différents : allée des Bambous ou allée des Palmiers, des Ficus, des Cocos...

anciennes fortifications. A l'ouest, on ouvrit le boulevard Guillemin. Des jardins plantés de palmiers et d'altiers strelitzias y montent en gradins jusqu'à un ultime palier qui sert d'arène aux jeux d'enfants drus et volontaires. A l'est, ce fut la percée du boulevard Laferrière, continué par le boulevard Maréchal-Foch. Ils descendent majestueusement vers la mer et leurs verdoyantes terrasses étagées sont blasonnées d'histoire par deux monuments élevés l'un à Jeanne d'Arc, l'autre aux morts des deux guerres. Des allées fleuries conduisent au monument : un groupe imposant de cavaliers africains porte à bout de bras le corps d'un soldat.

Au bas de la vieille ville, le jardin Marengo, où une végétation africaine et semi-tropicale éclate de vitalité. De charmants bassins entourés de bancs offrent le double enchantement d'eaux paisibles et transparentes, que troublent seuls les jeux de poissons dorés et argentés à travers la végétation aquatique.

A flanc de coteau encore, le parc Saint-Saëns. Comme dans presque tous les autres jardins d'Alger, des escaliers coupent les pentes d'allées qui reviennent sur elles-mêmes. Ici flânent le matin, inondés du soleil qui frappe ses versants tournés vers la mer, ceux qui sont en quête de repos ou de rêverie.

Au milieu des pins, les bâtiments du lycée Fromentin. Devenu célèbre dans les annales de l'histoire contemporaine, il accueillit le général Giraud, puis le général ▶

arènes éclatantes où chaque jardin est un hymne à la beauté du monde, face à la mer



◀ Le Jardin d'essai, dans sa partie appelée le « jardin anglais » : passerelle de bambous et petit lac peuplé de plantes aquatiques. Plus loin, le « jardin zoologique » rassemble la faune et la flore d'Afrique du Nord.

Alain Gesgon

Les jardins de l'hôtel Saint-George. Une profusion de fleurs et de feuillages incroyablement variés, de l'olivier au ficus, du bambou au jacaranda, ces arbres qui ont une brève floraison en juin et dont le bleu est inimitable. Les jardins d'Alger en étaient pleins.

◀ Toujours le Jardin d'essai, dans l'allée des Cocos. C'est la partie plane. Il escalade, ailleurs, des collines, jusqu'au Musée national, qui le domine. Dans cette partie haute, on acclimatait des plantes tropicales comme l'eucalyptus, venu d'Australie, et l'araucaria.

de Gaulle. C'est au milieu de ces bosquets et de ces massifs fleuris que travaillèrent les commissariats de la France libre et que se prépara la libération du territoire.

Les bleus jacarandas

C'est encore au milieu de jardins à la végétation exotique que se dressent l'imposant bâtiment central et les laboratoires de l'université d'Alger, centrale africaine de l'esprit français.

En retrait de la ville, qu'elle domine, la falaise Saint-Raphaël est couronnée de jardins. La vue sur Alger, son port et sa baie est grandiose, et les vents apportent jusqu'ici un peu des parfums de la mer.

Les jardins de l'hôtel Saint-George ont vu des hôtes célèbres, tels Paul Valéry, Rudyard Kipling et Georges Duhamel, puis, après le débarquement de novembre 1942, les plus grands chefs militaires alliés, car le grand quartier général d'Eisenhower était établi ici.

Les jardins du parc de Galland, du musée du Bardo et du palais d'Été forment un ensemble enchanteur, à moins de cent mètres les uns des autres.

Dans le parc de Galland, euphorbes, cactées et, le long des allées qui dévalent fortement, les vertes dentelles des palmes hautement érigées ainsi que les poudroiements bleus des jacarandas. Blanche symphonie : une kouba délicatement dessinée, étincelante sous sa peinture à la chaux, des pigeons gourmands, des musulmanes voilées de leur gracieux haïk. Au bas des allées, un escalier se dédouble élégamment pour enlacer un bassin qui semble plus frais sous les ardeurs de midi.

Une statue de la France

Le musée préhistorique du Bardo a pour cadre un ravissant palais de l'époque turque. Au milieu d'une cour, mollement agités par le vent, de grands massifs de strelitzias, vrais oiseaux de paradis, se reflètent dans un bassin. Autour, des



R. Schall

portes en cèdre ouvragé, entourées de faïences aux arabesques délicatement colorées. C'est par ces fenêtres à barreaux que les femmes cloîtrées pouvaient regarder dans la cour sans être elles-mêmes vues.

La longue façade de la villa Arthur, demeure du secrétaire général du Gouvernement, est construite autour d'un vieux palais dont la cour des femmes, gracieusement dessinée, est le joyau. De vastes pelouses plantées de cyprès, de lauriers-roses, de citronniers qui parfument subtilement l'air, d'eucalyptus dont les feuilles frémissent au plus léger souffle.

Résidence du gouverneur général, le palais d'Été est un harmonieux et vaste édifice hispano-mauresque. Il dresse ses coupoles et loggias au cœur de nobles jardins, encadrées de ficus, d'euphorbes, de jacarandas aux émouvants bleus mauves. Au milieu de cours lumineuses, des jets d'eau fusent vers l'azur du ciel pour retomber dans des bassins aux faïences bleues. Ici, une gracieuse kouba, là, une douéra précédée d'une terrasse à colonnes torses. Des échappées ont été ménagées vers la baie, d'où parviennent de tendres brises. Par la diversité de ses aspects, le palais d'Été évoque à la fois un Orient séduisant et aussi, sous certains de ses angles et de façon surprenante, le palais des Doges, à Venise.

Aux portes d'Alger, riche en végétation tropicale, le Jardin d'essai est dominé par la puissante statue de la *France*, par Bourdelle. Tournée vers le large, qu'elle regarde intensément, elle s'élève devant la partie centrale, dessinée à la française. Une large allée, ornée de pièces d'eau, est bordée de chaque côté par de très hauts palmiers exotiques, qui semblent de gigantesques sauvages chevelus vêtus de curieux pagnes. Non loin, les strelitzias érigent leurs somptueuses crêtes orange et pourpres. De curieux arbres aux branches massives portent des feuilles qui sont autant de coutelas. Les bananiers déploient leurs feuilles vernies aussi largement que sous l'équateur. Dans les allées de ficus géants le soleil pénètre à peine le dense réseau des feuilles épaisses. Au milieu de massifs ▶

arbres venus de tous les coins de la terre

de figuiers de Barbarie, dont les palettes hérissées de piquants sont coiffées de fruits, les statues d'hiératiques danseuses musulmanes.

Partout des massifs de fleurs font des mosaïques de couleurs que les souffles venus de la mer toute proche rendent délicatement mouvantes. Au milieu d'un petit lac, un îlot auquel conduit un léger pont cambré d'où l'eau apparaît comme une mémoire fidèle où s'inscrivent les images renversées des rives.

Pour la joie des yeux et des oreilles...

Quelle diversité dans les jardins d'Alger! Ficus aux feuilles caoutchoutées, palmiers élancés à la taille si souple, araucarias aux branches rigidement étalées, cactées érigeant leurs inquiétantes silhouettes, orangers, mandariniers, citronniers des quatre-saisons toujours porteurs de fruits, mimosas dont le jaune duvet mousseux est d'une émouvante délicatesse. Les hibiscus présentent leurs fleurs, qui s'évasent en coupes couleur de sang, et les arbres de Judée des profusions de grappes d'un violet mauve. Les bougainvillées, avec leurs clochettes mauves, magenta, pourpres ou rouges, éclaboussent de leurs couleurs les murs si blancs. De sa base à sa pointe, chaque cyprès est une grande flamme noire dont la gravité est atténuée par la pourpre des plumbagos qui ceinturent son pied. Les arbres sont venus de tous les coins du globe : des îles Fidji, ces palmiers curieux; du Cap, ces strelitzias; de l'Afrique du Sud, ces aloès, verts candélabres qui se terminent en rouges flammes; du Japon, ces palmiers nains aux tendres cœurs. Ici sont rassemblées pour les Algérois les beautés que révélerait un tour du monde botanique.

Partout, l'eau est ardemment attendue par cette vigoureuse vie végétale; elle lui parvient dans des canaux ou dans des jaillissements bénéfiques. Mais l'eau joue aussi pour la joie des yeux et des oreilles, car on la découvre souvent jouant dans des vasques de marbre où elle rythme sa danse en égrenant son chapelet liquide.

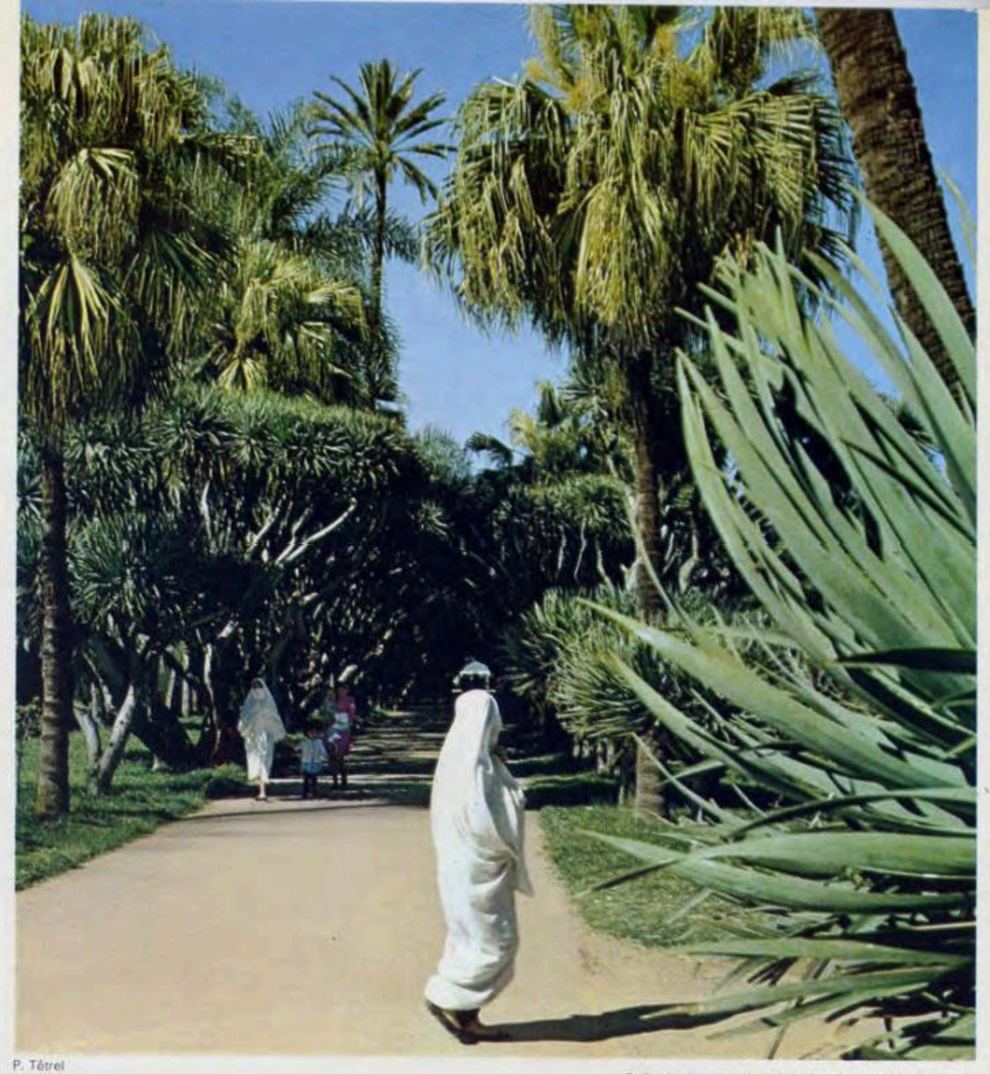
Ajoutant au décor des jardins, des faïences d'inspiration hispano-mauresque ou persane. Elles bordent des murs ou garnissent des bancs, et la géométrie de leurs lignes anguleuses ou courbes, indéfiniment répétées en bleu, vert ou turquoise, est un ravissement pour les yeux.

Aux jardins d'Alger, la mer toujours présente, la Méditerranée toujours jeune, s'offre ou parfois se laisse deviner derrière les filigranes aériens des branches légères, et parfois s'aperçoit, bordée par un massif de fleurs éclatantes qui avivent ses bleus.

Ici, le ciel est d'une durable pureté, ciel qui fait souvent oublier automne et hiver, ciel tenture d'un sacre du printemps qui est de toutes les saisons, et dans ce ciel, le soleil, or liquide, est roi.

Jardins d'Alger, que de visions de beauté vous offrez! Fleurs, arbres, palais, mer, ciel demeurent pour tous ceux qui vous ont connus de merveilleux souvenirs, tels des objets précieux conservés dans un coffret qu'on ouvre souvent pour les contempler avec ravissement, avant de le refermer à regret sur le passé. H

Jean BÉLANGER



P. Tétrel

Scène classique. Dans l'ombre d'une allée, la silhouette mouvante d'une femme voilée. Carte postale à envoyer à sa famille de Chalon-sur-Saône, quand on a quelques jours de permission à Alger.

Les feuillages étaient toujours verts. L'hiver durait à peine une soixantaine de jours. Et ces hivers-là étaient si printaniers !... Quand donc a-t-il neigé sur les jardins ?...



CHRONOLOGIE — Septembre 1956

FRANCE

10 : émission d'un emprunt national à 5 % (emprunt Ramadier) qui rapporte 313 milliards de francs.
12 : réunion des « Sages » atlantiques à Paris.
26 : Eden et Selwyn Lloyd arrivent à Paris.
28 : le général Juin quitte le commandement de l'état-major allié du Centre-Europe et est remplacé par le général Valluy.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : Pierre Commin rencontre Khider, Kiouane et Yazid à Rome.
6 : la Libye menace d'en appeler à l'O.N.U. pour obtenir l'évacuation du Fezzan.
7 : visite de vingt-quatre heures de Guy Mollet à Alger.
10 : note égyptienne proposant une conférence sur Suez.
11 : expulsion de 64 Français du Maroc.
13 : découverte d'une organisation paramilitaire communiste en Oranie.
17 : grève lancée par le Néo-Destour en Tunisie.
20 : rencontre entre les rois d'Irak et d'Arabie Saoudite.
22 : réunion à Ryad : Nasser, Ibn Seoud et le président syrien.
23 : fusillade provoquée par les Jordaniens à Jérusalem lors d'un congrès archéologique.
24 : Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, favorable à un dialogue avec le F.L.N.
25 : le sultan du Maroc se déclare prêt à accorder ses bons offices pour un règlement de l'affaire algérienne.
Raid de représailles israélien en Jordanie.
30 : attentats terroristes dans les cafés d'Alger : quatre morts et 62 blessés.

AMÉRIQUE

20 : état de siège proclamé pour six mois au Chili.
21 : attentat contre Anastasio Somoza, président du Nicaragua. Il meurt le 28, son fils lui succède.

ASIE

12 : nouveau gouvernement Suhrawardy au Pakistan.
15 : VIIIe congrès du parti communiste chinois. Chou En Lai présente le deuxième plan quinquennal.
Accord technique entre l'U.R.S.S. et l'Indonésie.

EUROPE

4 : pilotes soviétiques pour le canal de Suez.
7 : accord entre l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie.
Suppression du prix Staline pour la paix.
12 : accord Faure-Hallstein sur la Sarre.
Eden annonce la création d'une « Association des usagers » du canal de Suez.
14 : débat aux Communes britanniques sur le problème de Chypre.
18 : réhabilitation posthume de Kostov en Bulgarie.
19 : Khrouchtchev en visite privée à Belgrade.
Nouvelle conférence à Londres sur Suez : divergences entre les Franco-Britanniques et les Américains.
27 : ouverture du procès de Poznan en Pologne.
Visite du maréchal Tito en U.R.S.S.

LA SEMAINE PROCHAINE



Sommaire du n° 219 :

● L'arraisonnement de l' « Athos »
Octobre 1956 : l'insurrection hongroise, l'offensive d'Israël dans le Sinaï feront les cinq colonnes à la « une ». Mais tout avait commencé le 16 octobre de la même année par l'arraisonnement de l' « Athos »...

● Arrestation de Ben Bella
« L'état-major d'Alger a fait intercepter un avion transportant de Rabat à Tunis cinq des principaux dirigeants du Front de libération nationale... » C'est ainsi que Guy Mollet apprit la capture de Ben Bella et de ses compagnons. Certains crurent que la guerre en Algérie était terminée...

● Bombes à Alger
Pour répondre aux initiatives des contre-terroristes européens, le F.L.N. décide de s'attaquer à trois cafés d'Alger. Des jeunes filles déposeront les bombes.

● Le mystérieux Hoggar
Qu'est-ce que le Hoggar? Des montagnes apocalyptiques? Le pays des hommes bleus? L'ancien royaume d'Antinéa? Le refuge du P. de Foucauld?

● Le djebel Amour
Le Commandement français envoie des renforts dans le Sahara occidental. Mais le téléphone arabe fonctionne. Si Abdallah est bientôt mis « au parfum ». L'embuscade est prête. Le bilan sera lourd des deux côtés. Il faudra déclencher l'opération « Banane ».

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 218 - 6 mars 1972.

ACCUEILLONS DES SOLDATS DE FRANCE DANS NOS FOYERS

Une date à retenir : 9-10 juin
KERMESSE DE LA CROIX-ROUGE
— à l'hôtel de ville d'Alger —

L'ÉCHO D'ALGER
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SÉRIGNY — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 373-80 à 85
— Trois éditions quotidiennes — 15 FRANCS
Vendredi 1er Juin 1956

Traquée depuis deux jours dans la région des Portes-de-Fer par des éléments de la 7e D.M.R.

Une forte bande rebelle est anéantie : 60 hors-la-loi abattus

PREMIÈRE LEÇON DU DÉBAT EN COURS A L'ASSEMBLÉE

IL EST URGENT DE REDRESSER LA POLITIQUE SUIVIE JUSQU'ICI AU MAROC ET EN TUNISIE

La majorité nationale a apporté un appui sans réserves aux efforts de M. Lacoste

M. Guy MOLLET prononcera ce soir un discours qui doit rejeter les communistes hors de la majorité

DE NOTRE REDACTION PARLEMENTAIRE

PARIS. — Le débat crucial est commencé. A considérer le nombre des présents dans l'hémicycle, l'affluence du public dans les tribunes, l'attention soutenue de l'auditoire, ses réactions devant certains propos scandaleux, il est évident que chacun se rend compte que c'est tout le destin du pays qui est impliqué dans cette confrontation, et pas seulement les vicissitudes de la présence française dans telle ou telle région de l'Afrique du Nord.

Cette confrontation, elle ne s'achèvera que mardi prochain, sur des votes dont il faut espérer — dont il y a lieu d'espérer jusqu'à présent — qu'ils seront parfaitement clairs et de nature à éclairer l'opinion française sur ses devoirs et ses droits, l'opinion internationale sur la détermination de la France.

Cassure dans la majorité

L'impression dominante de cette première journée, c'est que, dans la majorité nationale qui, à plusieurs reprises, a été invitée à soutenir les efforts du gouvernement et y a répondu de manière favorable et massivement, il y a une cassure profonde.

Certes, le hasard a fait que les premiers interpellateurs étaient inscrits pour présenter des observations sur le Maroc ou sur la Tunisie, et il est apparu tout de suite sans équivoque qu'une fraction importante des républicains populaires, l'ensemble des indépendants et la totalité du groupe de l'Union et fraternité fran-

...taise, auxquels s'ajoutaient des « divers » du R.G.R. et des radicaux, estimaient urgent de réviser en tout

SUITE EN PAGE 4

A l'issue du Conseil de mercredi, MM. Gilbert Jules, Max Lejeune et Robert Lacoste continuent à évoquer les problèmes d'Afrique du Nord (Intercontinentale)



EN ORANIE

les assassins de MM. IVALDI sont encerclés : 12 d'entre eux ont été tués et 23 capturés

SEPT VILLAGES DES BIBANS offrent LEUR SOUMISSION

Saint-Pierre-Saint-Paul harcelé à deux reprises la nuit dernière

DEPOT D'ARMES DECOUVERT A MARNIA

INFORMATION PAGE 4

Entre COURBET et COURBET-MARINE

M. Pierre PONS est mortellement blessé par un terroriste

COURBET (d.n.c.p.). — **M. Pierre Pons, fils de M. Pons, commerçant à Courbet, a été victime d'un attentat terroriste hier matin, à 7 h. 30.**



M. Pierre Pons



Manifestation d'amitié franco-britannique au Saint-George

Le peuple britannique est solidaire de la France dans la lutte qu'elle mène contre les forces d'une agression féroce et fanatique

déclare M. MILL IRVING consul général de Grande-Bretagne

GROUPÉE autour de son consul général, M. Mill Irving, la colonie britannique d'Alger a fêté hier, au Saint-George, le trentième anniversaire de S. M. la reine Elisabeth.

Solidarité franco-britannique

La réponse de M. CHAUSSADE



M. Mill-Irving, consul général de Grande-Bretagne à Alger (à droite) prononce son allocution. A gauche, M. Pierre Chaussade, secrétaire général du gouvernement

Poursuivant son voyage d'inspection au Maroc

Le général ELY étudiera à Oujda l'établissement d'un régime particulier de la frontière marocaine

IL S'EST TROUVE EN PARFAIT ACCORD AVEC M. DUBOIS SUR LES PROBLEMES EVOQUES

RABAT (d.n.c.p.). — **En voyage d'inspection au Maroc, le général Ely, chef d'état-major général de l'armée française, a eu hier après-midi un cordial entretien avec S.M. le Sultan.**

Les assises de **Blois** ont tenu deux longues audiences, mais...

Les « AMANTS DIABOLIQUES » de Vendôme n'ont rien laissé percer de leur atroce secret

Impossible jusqu'à présent d'expliquer les faits de façon satisfaisante pour la raison et pour la justice

BLOIS (AFP). — Qu'ont apporté les deux longues audiences d'aujourd'hui dans un procès où les faits atroces sont entièrement reconnus par leur auteur, Denise Labbé, mais où l'on se heurte encore à l'impossibilité d'expliquer ces faits de manière satisfaisante pour la raison et pour la justice ?

SUITE EN PAGE 4

L'Europe sans l'Afrique ?

Sans l'Afrique, pas de défense possible de l'Europe

LE PLAN SOVIÉTIQUE

Par **MILITES** (1)



Le général Paul ELY, nouveau chef d'état-major général des forces armées

SUITE EN PAGE 6

EL-RADIO

Les territoires marocain et tunisien sont devenus terres d'asile pour les combattants de l'Armée de libération nationale pourchassés par les unités opérationnelles de l'armée française. A Paris, cependant, on discute encore de la politique à mener vis-à-vis de la Tunisie et du Maroc. La situation de Guy Mollet est en jeu et son gouvernement menacé à l'Assemblée nationale.